

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

SOCIETE NATIONALE LA POSTE

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2011**

RAPPORT FINAL

(AVRIL 2013)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par la Société Nationale LA POSTE pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010-1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Société Nationale LA POSTE avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) **l'examen du marché relatif à la fourniture de consommables informatiques attribué à ABN pour 157 044 831 F CFA** a permis de noter une succession d'anomalies et de non conformités qui auraient dû entraîner l'annulation de la procédure d'appel d'offres, la reprise du Dossier d'Appel d'Offres notamment dans sa partie relative aux critères de jugement des offres et à leurs modalités d'application dont la déclinaison dans le DAO reste imprécise et à la relance de la procédure d'appel d'offres. L'examen des trois rapports d'évaluation successifs qui ont été établis a permis de noter une insuffisante maîtrise des procédures notamment celles relatives à l'appréciation de la recevabilité des offres et leur admission pour examen détaillé, à la mise en application des critères de correction des offres telles qu'indiquées dans les DPAO, à la mise en œuvre du contrôle des critères de qualification. Nous rappelons que le processus d'évaluation doit être conduit avec rigueur et impartialité en vertu des principes de transparence et d'égalité de traitement des soumissionnaires. Les méthodes d'application des critères de correction des offres relativement à la prise en compte des performances techniques des cartouches et toner doivent être bien indiquées dans le DAO pour éviter l'introduction, en cours de processus, de critères non annoncés ou dont la déclinaison dans le DAO laisse à la Commission des Marchés une marge de manœuvre dans la définition de leurs modalités d'application.
- b) Nous avons noté pour le marché relatif à la **fourniture et à la pose d'ascenseurs attribué à Afrique Ascenseurs Sénégal pour 57 517 460 F CFA** une mauvaise définition des besoins car la construction des gaines est demandée dans les services connexes alors que lesdites gaines existent déjà. Ainsi, quand bien même le bordereau quantitatif estimatif avait bien listé les différents services connexes à coter, l'attributaire a fait une offre globale sans distinguer la fourniture des deux ascenseurs des autres services. Une demande de précision, non formalisée, a été faite au soumissionnaire qui a confirmé, par écrit, que son offre comprenait bien les services connexes. Nonobstant le fait que la demande d'éclaircissement doit être faite par écrit, formalisme que La Poste n'a pas respecté, il apparaît à l'examen du point IC 33.3 (a) des DPAO que cette demande de précision n'a pas sa raison d'être et que la réponse du soumissionnaire n'aurait par conséquent pas dû être prise en compte. En effet, le point 33.3 (a) des IC évoqué ci-avant stipule que : « ...un article non mentionné dans le bordereau de prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme pour l'essentiel, le prix le plus élevé offert pour l'article en question par les candidats dont les offres sont conformes sera ajouté au prix de l'offre et le prix total ainsi évalué de l'offre sera utilisé aux fins de comparaison des offres ». Aux termes de cette disposition des DPAO, les prix offerts par CFAO auraient dû être appliqués à l'offre d'Afrique Ascenseurs Sénégal pour les besoins de l'évaluation et de la comparaison des offres.

Par ailleurs, le point IC 33.3 (d) des DPAO stipule d'une part, que les variations par rapport au calendrier de livraison seront pénalisées à raison de 5.000 000 F CFA par semaine et d'autre part, que le coût des pièces de rechange, pièces détachées et du service après vente sera ajouté au prix de l'offre pour l'évaluation à charge pour La Poste de fournir la liste desdites pièces. L'examen du DAO a permis de noter que La Poste ne s'est pas conformée à son engagement de donner la liste des principaux ensembles et pièces de rechange. Nous estimons que, plutôt que de lister des pièces de rechange dont la sous cotation par les soumissionnaires peut influencer sur le résultat de l'évaluation, il aurait été plus indiqué de se référer à la clause relative à la disponibilité des pièces de rechange et des services après vente au Sénégal pour les équipements offerts, l'important pour La Poste étant de s'assurer que le soumissionnaire a accès à ces pièces, ce que ce dernier peut justifier par la production de l'autorisation du fabricant.

En outre, l'examen du procès verbal d'évaluation a permis de noter que les candidats n'ont pas respecté le calendrier de livraison et que les écarts par rapport audit calendrier n'ont pas été valorisés et rajoutés aux offres des soumissionnaires, la Commission des Marchés estimant, à tort, qu'aucun des candidats n'ayant respecté ce délai, la prise en compte de la pénalité n'avait pas d'impact sur l'évaluation.

- c) Un agent de la DLM/Imprimerie, a assisté à la séance d'attribution du marché relatif à **l'acquisition d'intrants d'imprimerie attribué à Mondial Paper pour 68 691 930 F CFA TTC** alors qu'il n'est pas membre de la Commission des Marchés en violation de l'art.40 du CMP qui stipule qu'en dehors des séances d'ouverture des plis et de dépouillement des offres, les Commissions des Marchés délibèrent à huis clos et que ces débats sont revêtus du secret absolu. L'expertise de cet agent peut être requise comme membre de la Commission Technique d'Evaluation et non à la séance de la Commission des Marchés devant statuer sur le rapport de la Commission Technique d'Evaluation et proposer l'attribution du marché.
- d) Nous avons constaté de manière générale que la Commission qui a procédé à l'évaluation des Demandes de Renseignements et de Prix n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du Code des Marchés Publics ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché.
- e) Nous avons noté pour le marché relatif à la **fourniture de matériels électriques attribué à BK Entreprises pour 29 500 000 F CFA**, que l'offre de l'attributaire qui se

chiffrait à 34 213 156 F CFA a été ramenée à 29 500 000 F CFA dans le procès verbal d'attribution pour tenir compte de l'enveloppe budgétaire disponible pour cette prestation. Cette décision de la Commission Interne des Marchés est contraire aux dispositions du CMP. De surcroît, le règlement de la consultation ne prévoyait aucune marge de fluctuation des quantités commandées au moment de la signature. Ledit règlement stipule par ailleurs que la DRP sera exécutée sous forme de marché à commandes. Sous ce rapport, il convient de noter que la Poste n'a pas requis l'avis de la DCMF préalablement à la mise en œuvre de cette procédure de passation d'un marché à commandes. Il faut également préciser que pour passer des marchés fractionnés (le marché à commandes en est un), les autorités contractantes doivent requérir l'avis de la DCMF avant de lancer la procédure concurrentielle conformément aux dispositions de l'article 140 du CMP. Par ailleurs, nous avons constaté que les minima et maxima ne sont pas précisés dans le dossier de consultation.

L'examen des offres de la **QUINCAILLERIE TAD et de la QUINCAILLERIE DAROU KOUDOSS** a permis de noter de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre ces deux fournisseurs. Ces signes de collusion ont également été observés sur le marché relatif à la finalisation des **travaux de construction du Bureau de Poste de SINDIAN attribué à l'entreprise le BOUNDOU pour 32 158 529 F CFA** au terme d'une procédure marquée par des similitudes suspectes dans le contenu des offres des quatre soumissionnaires (LE BOUNDOU, DISTRICOM, ATS EVENHTS, OMEGA BAT), sur le marché relatif à la construction du Bureau de Poste de Palmarin attribué à EGBTP pour 28 050 188 F CFA (EBK, EGBTP, ISSAKHA D, SALAAN DIST), sur le marché relatif à la construction du Bureau Annexe de Poste de Kahone attribué à ETDM pour 12 064 704 F CFA (SAATARA et SICOPRES d'une part, MEDINATOUL et GICOTEC d'autre part)

- f) le marché relatif à la **fourniture de matériels techniques communs et de balances postales a été attribué pour un montant cumulé de 58 431 110 F CFA qui dépasse largement le seuil de passation des marchés par appel d'offres** (lot 1 attribué à Keur Samba pour 29 403 110 F CFA, Lot 2 attribué à EMC pour 29 028 000 F CFA). Il convient de préciser que le seuil de passation des marchés et subséquemment le mode de passation approprié sont appréciés au regard de la valeur cumulée des lots constitutifs de l'appel à la concurrence et non par rapport à la valeur individuelle des lots. Ce même constat a été fait pour le marché relatif à **l'acquisition de scellés et de sacs postaux attribué pour une valeur globale de 46 846 000 F CFA au terme d'une procédure de DRP** (Lot N° 1 attribué à Global Business Services pour 29 500 000 F CFA, Lot N° 2 attribué à Latif Multi Services pour 17 346 000 F CFA) organisée en lieu et place d'un appel d'offres.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- a) les offres des soumissionnaires à la DRP portant Travaux d'agrandissement du Bureau de Poste de Ndong attribué à TOUBA GLOBAL CERAMIC pour 28 293 251 F CFA n'ont pas été mises à notre disposition pour nous permettre de mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre de nous assurer de leur conformité aux spécifications du cahier des charges et de la mise en œuvre régulière des procédures d'évaluation.
- b) Cette limitation relative à la non transmission des offres des soumissionnaires vaut également pour le marché relatif aux travaux de Peinture du Bureau de Poste de Fatik attribué à EBK pour 8 608 277 F CFA ; nous notons que sur ces travaux de peinture, les surfaces d'application facturées par cinq candidats (350 M²) sont différentes de celles cotées par un des soumissionnaires qui s'est conformé aux quantités mentionnées dans le cahier des charges (200 M²). Nous notons sous ce rapport que le dossier de marché ne comprend pas de note portant modification des quantités initialement mentionnées dans le cahier des charges, ni la trace de la communication de ce changement de quantités aux candidats. Par ailleurs, d'après le rapport d'évaluation, l'omission d'un article par le soumissionnaire NDAME SAB a été corrigée par le rajout du « Prix de la Poste ». Il s'agit d'une mauvaise application des critères de correction des offres qui font bien la différence entre l'omission d'un prix et l'omission d'un article. Dans le cas d'espèce, s'agissant de l'omission d'un article, l'offre est, en principe non exhaustive donc non conforme. Dès lors que la Commission des Marchés a estimé que cette omission n'était pas déterminante, un réajustement sur la base du prix unitaire le plus élevé parmi les offres conformes aurait dû être effectué dès lors que le règlement de la consultation n'avait rien prévu. Il n'était donc pas normal d'appliquer le Prix de La Poste figurant dans son estimation du coût de la prestation.
- c) les offres relatives au marché portant construction du Bureau de Poste de Kothiri attribué à KEUR SAMBA pour 23 365 449 F CFA n'ont pas été mises à notre disposition. Le même constat est fait pour le marché relatif à la fourniture d'intrants graphiques pour l'imprimerie attribué à AGP pour 5 410 772 F CFA.
- d) de nombreuses insuffisances ont été notées dans le classement et l'archivage de la documentation en raison de la non mise en œuvre des instructions de l'ARMP en la matière ;

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	8
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	10
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	23
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	25
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	27
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	35
2.1 Contexte de l'intervention	36
2.2 Objectifs de la mission	37
2.2.1 Objectifs généraux	37
2.2.2 Objectifs spécifiques	37
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	38
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	40
3 Approche méthodologique mise en œuvre	42
3.1 Revue approfondie des textes de référence	43
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	44
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	45
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	46
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	47
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	48
4 Résultats des travaux	49
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	50
4.1.1 Commission des Marchés	50
4.1.2 Cellule de Passation des Marchés	50
4.1.3 Charte de Transparence et d'Ethique en Matière de Passation des Marchés	50
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	50
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	51
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	51
4.1.5 Rappel des seuils applicables à la Société Nationale LA POSTE	51
4.2 Examen des marchés	51
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	51
4.2.2 Marchés conclus par Appel d'Offres	54
4.2.3 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	73

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
L P	La Poste
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

AOO N° 04/2011 - EXTENSION DU RESEAU INFORMATIQUE FOURNITURE ET POSE D'EQUIPEMENTS ACTIFS ET CABLAGE - SODIMEL 115070 118 F CFA

Le marché relatif à l'extension du réseau informatique, à la fourniture et à la pose d'équipements actifs et de câblage a été attribué à SODIMEL pour un montant de 115 070 178 F CFA alors qu'il ne figure ni dans le Plan de Passation des Marchés, ni dans l'Avis Général de Passation des Marchés ; cette acquisition a par conséquent été effectuée en violation des dispositions des articles 6 et 9 du Code des Marchés Publics.

La SONATEL a retiré le DAO mais n'a pas présenté d'offres. Cette information n'est pas consignée dans le PVO (c'est l'exploitation du registre de transmission des DAO qui a permis d'obtenir cette information). La mention de l'information relative au nombre de candidats ayant retiré le DAO permet d'apprécier l'étendue de la publicité qui est un indicateur de la transparence du processus.

Le PVO n'a pas été transmis aux soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du CMP.

Le PVO n'indique pas les noms des membres de la Commission Technique d'analyse et d'évaluation des offres. Il est important qu'à ce stade de la procédure une indication précise l'identité des membres de la Commission d'Analyse et soit portée sur le PVO.

Le rapport d'évaluation des offres qui n'est pas daté indique que le coût estimatif de cette prestation est de 100 000 000 F CFA alors que cette acquisition attribuée pour 115 070118 F CFA ne figure, ni dans le PPM, ni dans l'AGPM en violation des dispositions des articles 6 et 9 du CMP.

La lettre de notification de l'attribution provisoire a été établie le 10 janvier 2012. Au regard de la date limite de dépôt des offres fixée au 29 novembre 2011, le délai imparti à la Commission des Marchés pour l'analyse et l'évaluation des offres a été dépassé. Nous rappelons que la CM dispose de quinze jours pour faire l'évaluation des offres; ce délai peut être rallongé de dix jours après avis de la DCMP. Ledit avis n'a pas été

requis par la PRM.

Le PV d'attribution a été dressé le 30 décembre 2011. Par conséquent, dans les trois jours qui suivent la proposition de la Commission des Marchés, la PRM doit approuver ladite proposition et aviser immédiatement les autres candidats et leur rendre leurs garanties de soumission. Les mainlevées des garanties de soumission ne sont pas classées dans le dossier de marché.

L'avis d'attribution provisoire a été publié dans le Soleil en date du 5 janvier 2012. Les articles visés par ledit avis n'ont pas été mis à jour pour se conformer au décret 2011-1048 du 27 juillet 2011. Il faudra désormais faire référence à l'article 83-3 nouveau en lieu et place de l'article 81-3, aux articles 88 et 89 nouveau en lieu et place des articles 86 et 87 du CMP.

La garantie de bonne exécution ne figure pas dans le dossier de passation.

Les documents relatifs à l'exécution financière ne figurent pas dans le dossier de passation.

AOO N° 02/2011 FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES – ABN 157 044 831 F CFA

L'examen du marché relatif à la fourniture de consommables informatiques attribué à ABS pour 157 044 831 F CFA (montant maximum) a permis de noter une succession d'anomalies et de non conformités qui auraient dû entraîner l'annulation de l'appel d'offres, la reprise du DAO notamment dans sa partie relative aux critères de jugement et à leurs modalités d'application et à la relance de la procédure d'appel d'offres. En effet, il a été requis parmi les critères de qualification du DAO la production par les soumissionnaires de leurs états financiers certifiés des trois derniers exercices alors que l'avis d'appel d'offres ne le mentionne pas. Nous précisons que les critères de qualification doivent être portés à la connaissance des candidats éventuels dès la publicité de l'Avis d'Appel d'Offres.

La marge de fluctuation de + ou - 30% proposée dans les IC 39.1 des DPAO est fixée à un niveau sans rapport avec les taux généralement admis dans les procédures d'appel d'offres (+ ou – 30%M en lieu et place de + ou – 15%) si l'on se réfère aux documents-types de l'ARMP (marge comprise entre 0 et 15% maximum).

L'offre du soumissionnaire Touré Equipement a été admise à tort pour examen détaillé puisque sa garantie de soumission avait été jugée non conforme par la Commission d'Analyse.

L'examen du deuxième rapport d'évaluation a permis de constater que des articles pour lesquels les nombres de pages n'étaient pas indiqués avaient fait l'objet de pondération sur des bases déterminées ex-post en violation des dispositions de l'article 59 du CMP. Quand bien même le nombre de pages devait être renseigné dans les offres des soumissionnaires conformément aux exigences du DAO, les modalités de mise en œuvre de ce critère d'évaluation n'ont pas été précisées dans ledit DAO. Le DAO n'ayant pas clairement spécifié les règles de correction des offres sur ce point spécifique et au regard du nombre de références pour lesquelles cette information n'est pas renseignée dans les offres des soumissionnaires Office Consommables et Oumou Informatique, les soumissions de ces derniers auraient dû être déclarées non conformes. Sous ce rapport, il convient de noter qu'un premier rapport d'évaluation avait été élaboré qui indiquait que les nombres de pages étaient identiques pour 90% des articles ; dans ce rapport Office Consommable sortait comme moins disant conforme. Cette information n'est pas conforme au contenu des offres que nous avons examinées et qui montrent que le nombre de pages d'impression n'est pas renseigné pour 14 articles dans l'offre de Office Consommables et pour 24 articles dans celle de Oumou Informatique raison pour laquelle elles ont été rejetées dans le troisième rapport d'évaluation.

Ce troisième rapport d'évaluation au terme duquel ABN a été proposé comme attributaire a fait fi de ce critère de correction des offres sur la base du nombre de pages d'impression ; ce rapport invoque la non communication du nombre de pages d'impression pour éliminer deux des trois candidats dont les offres ont été examinées alors que l'examen de certains tableaux de vérification des offres montre que toutes les cases relatives au nombre de pages sont renseignées sur la base des standards fournis par les constructeurs des imprimantes. Cette méthode non annoncée quoique très pertinente abouti à l'introduction d'un critère nouveau en violation du CMP. Au regard de toutes ces non conformités et contrairement à l'avis du CRD qui a suggéré la reprise de l'évaluation, nous estimons que l'appel d'offres aurait dû être déclaré sans suite après avis de la DCMP, le DAO repris et la procédure relancée.

Nous avons noté une confusion dans la mise en œuvre du contrôle des critères de qualification qui a été effectué pour tous les candidats alors qu'il est censé être effectué pour le moins disant conforme et en cas de non respect desdits critères pour le second moins disant et ainsi de suite.

Le deuxième rapport d'évaluation ne fait pas de suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes.

Le marché a été approuvé près de trois mois et demi après sa souscription. Ce délai est anormalement long.

Le contrat mentionne pour le montant du marché un minima (88 500 000 F CFA) et un maxima (157 044 831 F CFA) alors que ceci n'avait pas été spécifié dans le DAO. le marché avait été évalué et attribué au montant de 157 044 831 F CFA qui dépassait l'enveloppe budgétaire allouée à

ces acquisitions en violation des dispositions de l'article 9 du CMP.

Les articles du CMP cités dans l'avis d'attribution provisoire et ouvrant les délais de recours gracieux auprès de l'AC, ne sont plus conformes au CMP. En effet, les articles 81-3 et 87 deviennent respectivement 83-3, 88 et 89 dans le CMP en se référant au décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

AO N° 03/2011/05/F FOURNITURE ET POSE DE DEUX (02) ASCENSEURS A LA DIRECTION GENERALE DE LA POSTE – AFRIQUE ASCENSEURS SENE GAL 57 517 460 F CFA

Nous avons noté que le bordereau quantitatif estimatif inclus dans l'offre de l'attributaire ne comprend pas de manière distincte les services connexes. Une demande de précision non formalisée a été faite au soumissionnaire qui a confirmé par écrit que son offre comprenait les services connexes. Nonobstant le fait que la demande d'éclaircissement doit être faite par écrit, formalisme que La Poste n'a pas respecté, il apparaît à l'examen du point IC 33.3 (a) des DPAO que cette demande de précision n'a pas sa raison d'être et que la réponse du soumissionnaire n'aurait par conséquent pas dû être prise en compte. En effet, le point 33.3 (a) des IC évoqué ci-avant stipule que : « ...un article non mentionné dans le bordereau de prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme pour l'essentiel, le prix le plus élevé offert pour l'article en question par les candidats dont les offres sont conformes sera ajouté au prix de l'offre et le prix total ainsi évalué de l'offre sera utilisé aux fins de comparaison des offres ». Aux termes de cette disposition des DPAO, les prix offerts par CFAO auraient dû être appliqués à l'offre d'Afrique Ascenseurs Sénégal pour les besoins de l'évaluation et de la comparaison des offres.

Nous notons également que dans la définition du besoin, il y a une incohérence car d'une part, La Poste demande la dépose et le transport de deux ascenseurs, ce qui suppose que les gaines existent et d'autre part, elle demande la construction de gaines (maçonnerie gaine, maçonnerie local des machines, électricité, ventilation, climatisation local des machines).

Le point IC 33.3 (d) des DPAO stipule d'une part que les variations par rapport au calendrier de livraison seront pénalisées à raison de 5.000 000 F CFA par semaine et d'autre part que le coût des pièces de rechange, pièces détachées et du service après vente sera ajouté au prix de l'offre pour l'évaluation à charge pour l'AC de fournir la liste desdites pièces. L'examen du DAO a permis de noter que l'AC ne s'est pas conformée à son engagement de donner la liste des principaux ensembles et pièces de rechange. Par ailleurs, l'examen du procès verbal d'évaluation a permis de noter que les soumissionnaires n'ont pas respecté le calendrier de livraison et que les écarts par rapport audit calendrier n'ont pas été valorisés et rajoutés aux offres des soumissionnaires, la Commission des Marchés estimant qu'aucun des candidats n'ayant respecté ce délai, la prise en

compte de la pénalité n'avait pas d'impact sur l'évaluation.

Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'art 67 du CMP ;

Le rapport d'évaluation n'a pas été daté;

Les copies des convocations des membres de la commission des marchés, la lettre de notification de l'attribution provisoire, la lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre, l'attestation de main levée de la garantie de soumission du candidat non retenu, l'acte de notification de l'attribution définitive, le support de publicité de l'attribution définitive et l'acte d'immatriculation du marché par la DCMP n'ont pas été classés dans le dossier ;

Aucun élément dans le dossier n'atteste de l'application des pénalités de retard, en violation de l'art 134 du CMP ;

Aucun document n'atteste de la suite donnée à la mise en demeure adressée au titulaire du marché et des suites de la procédure ;

Seule une partie des documents de règlement du marché a été classée dans le dossier ;

L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son paiement n'ont pas été non plus classés dans le dossier

DRP N° 1647/2011 - FOURNITURE DE MATERIEL ELECTRIQUE – BK ENTREPRISE 29 500 000 F CFA

La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché.

L'offre de l'attributaire qui se chiffrait à 34 213 156 F CFA a été ramenée à 29 500 000 F CFA dans le procès verbal d'attribution pour tenir compte de l'enveloppe budgétaire disponible pour cette prestation. Cette décision de la Commission Interne des Marchés est contraire aux dispositions du CMP. De surcroît, le règlement de la consultation ne prévoyait aucune marge de fluctuation des quantités commandées au moment de la signature. Ledit règlement stipule par ailleurs que la DRP sera exécutée sous forme de marché à commande. Sous ce rapport, il convient de noter que la Poste n'a pas requis l'avis de la DCMP préalablement à la mise en œuvre de cette procédure de passation d'un marché de commandes ; il faut également préciser que pour passer des

marchés fractionnés (le marché de commande en est un), les autorités contractantes doivent au préalable requérir, l'avis de la DCMP avant de lancer la concurrence. Par ailleurs, nous avons constaté que les minima et maxima ne sont pas précisés dans le dossier de consultation. L'examen du règlement de la consultation a également permis de noter que le plafond des pénalités de retard n'est pas précisé.

L'examen des offres de la QUINCAILLERIE TAD et de la QUINCAILLERIE DAROU KOUDOSS a permis de noter de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre ces deux fournisseurs.

Les lettres de notification de l'attribution, d'information des soumissionnaires non retenus et le contrat ne sont pas classés dans le dossier de marché.

L'exécution financière du marché a été justifiée à hauteur de 20 140 240 F CFA, les documents complémentaires devant justifier les 9 359 760 F CFA restants ne sont pas joints au dossier.

DRP N° 1721/DLM/DA du 27/09/2011 TRAVAUX DE FINALISATION DE LA CONSTRUCTION DU BUREAU DE POSTE DE SINDIAN, RELANCE DU LOT 1 DE LA DRP N° 1406 DU 1^{er} AOÛT 2011

Les offres présentées par les quatre candidats, essentiellement des devis, présentent des similitudes avérées (la même trame, les mêmes fautes de frappe ou erreurs reprises sur les documents) confirmant soit la collusion manifeste des acteurs, soit l'inexistence juridique de certains fournisseurs d'autant que certaines factures ne comportent pas de références du registre de commerce ni du NINEA.

**DRP N° 957 FOURNITURE DE MATERIELS TECHNIQUES COMMUNS & DE BALANCES POSTALES HAUTE RESOLUTION
Lot 1 KEUR SAMBA: 29 403 110 FCFA TTC Lot 2 EMC : 29 028 000 FCFA TTC**

La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché.

Le PV d'ouverture et le PV d'attribution ont été confondus dans un même document et sont sommaires.

Les lettres de notification de l'attribution provisoire, d'information des candidats non retenus n'ont pas été joints au dossier en violation de la

Circulaire 004 du Premier Ministre ;

Le mode de passation de marchés par DRP est inapproprié au regard de la valeur cumulée des lots qui se chiffre à 58 431 110 F CFA. Ce marché conclu au terme d'une procédure de DRP a été passé pour un montant supérieur au seuil de passation des marchés par AO en violation de l'article 53 du CMP.

Les avenants aux marchés initiaux ont été pris plus de deux (2) mois après l'exécution des marchés, pour un montant de plus de 30% du marché initial en violation des articles 23.3 et 24 du CMP.

DRP N° 934/DLM/DA PORTANT SUR DEUX LOTS - LOT 1 : CONSTRUCTION DU BUREAU DE POSTE DE PALMARIN - EGBTP 28 050 188 F CFA LOT 2 : PEINTURE DU BUREAU DE POSTE DE FATICK – EBK 8 608 277 F CFA

Les pièces du lot 2 portant sur les travaux de peinture du bureau de poste de Fatick ne sont pas classées dans le dossier de passation du marché.

Les lettres d'invitation ne portent pas de numéros d'enregistrement courrier ni d'accusés de réception des destinataires à qui les lettres ont été adressées pour nous permettre de nous assurer de l'effectivité de la réception des envois. Elles n'indiquent pas non plus les noms des autres candidats sollicités comme le stipulent les dispositions de la circulaire du PM.

Les notifications d'attribution et lettres d'information aux soumissionnaires non retenus ne sont pas dressées et transmises aux intéressés

Des fautes grossières et identiques sont relevées sur les quatre offres retenues montrant ainsi que les dites offres ont été dressées par la même source ou des sources en relation.

La liasse comptable qui nous a été transmise n'est pas exhaustive : les ordres de service, décomptes, procès-verbaux de réception, pièces de règlement ne sont pas systématiquement classés dans le dossier de passation du marché.

DRP PORTANT CONSTRUCTION DU BUREAU ANNEXE DE POSTE DE KAHONE

Les lettres d'invitation ne comportent pas d'accusés de réception des destinataires auxquels les lettres ont été adressées pour nous permettre de nous assurer de l'effectivité de la réception des envois.

Les notifications d'attribution et lettres d'information aux soumissionnaires non retenus ne sont pas dressées et transmises aux intéressés.

Des fautes grossières et identiques sont relevées sur les offres de SAATARA et SICOPRES d'une part, et d'autre part sur celles de MEDINATOUL, GICOTEC et ETDM montrant ainsi qu'elles ont été dressées par la même source ou des sources en relation.

La liasse comptable qui nous a été transmise n'est pas exhaustive : les ordres de service, décomptes, procès-verbaux de réception, pièces de règlement ne sont pas classés dans le dossier de passation du marché.

Aucun contrat n'a été classé dans le dossier de passation du marché.

DRP PORTANT TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT BUREAU DE POSTE DE NDORONG KAOLACK – TOUBA GLOBAL CERAMIC – 28 293 251 F CFA

Les lettres d'invitation ne comportent pas d'accusés de réception des destinataires à qui les lettres ont été adressées pour nous permettre de nous assurer de l'effectivité de la réception des envois.

Les notifications d'attribution et lettres d'information aux soumissionnaires non retenus ne sont pas dressées et transmises aux intéressés

La liasse comptable transmise par l'AC n'est pas exhaustive : les offres ne sont pas classées dans le dossier de passation du marché.

Les offres des soumissionnaires n'étant pas disponibles, nous ne sommes pas en mesure de vérifier les erreurs relevées dans le rapport d'évaluation. Or, ce rapport indique une erreur sur les surfaces d'application de peinture qui passent de 200 m² sur le cahier des charges à 350 m² sur les offres de 4 candidats. Selon nos vérifications de calcul, il s'agit en fait de 5 candidats qui ont tous curieusement reporté 350 m² au lieu de 200 correspondant aux besoins de l'AC. Par ailleurs, un des candidats NDAME SAB, selon le rapport d'évaluation, omet un article et la commission dit lui appliquer « son prix » alors qu'il fallait appliquer le prix le plus élevé offert par les soumissionnaires ; ce qui n'est pas le cas.

RP N° 210/DLM/DA FOURNITURE DE SCELLES ET DE SACS POSTAUX - LOT 1 : GLOBAL BUSINESS SERVICES 29 500 000 F CFA - LOT 2 : LATIF MULTI SERVICES 17 346 000 F CFA

La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de

l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;

Le mode de passation du marché n'est pas conforme. En effet, le montant total du marché dépasse les seuils de passation de marchés fixés à l'art.53.2 du CMP qui indique que la valeur estimée des marchés comportant des lots, doit prendre en compte la valeur de la totalité des lots ;

La lettre d'invitation à soumissionner ne mentionne pas la liste restreinte des candidats présélectionnés ;

Les PV d'ouverture des plis et d'attribution du marché ont été confondus dans un même document appelé « Procès verbal d'ouverture des plis suivie d'attribution » ;

L'attestation et le justificatif du reversement du précompte de la TVA ne figurent pas dans le dossier.

DRP N° 956/DLM/DA TRAVAUX D'EXTENSION DE L'AILE SUD DE LA DSI - EBG 48 559 279 F CFA

La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;

Les PV d'ouverture des plis et d'attribution du marché ont été confondus dans un même document appelé « Procès verbal d'ouverture des plis suivie d'attribution » ;

Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres en violation de l'art.78 du CMP ;

A l'exception de l'attributaire, tous les autres soumissionnaires ont coté au dessus du seuil de passation des marchés ce qui semble curieux pour des entreprises bien au fait des seuils de passation des marchés par DRP.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller à bien renseigner le PVO notamment en y mentionnant les dates d'expiration des garanties de soumission, le nombre et l'identité des candidats ayant retiré le DAO, l'identité des membres de la commission technique d'analyse et d'évaluation des offres ;

Transmettre le procès verbal d'ouverture des plis à tous les soumissionnaires conformément aux dispositions de l'article 67-4 du CMP.

Se conformer aux dispositions des articles 6 et 9 du CMP relatifs à la programmation des achats et à l'existence de crédits et autorisations préalables.

Assurer l'information des soumissionnaires conformément aux dispositions de l'article 83-4 du CMP et établir les mainlevées des garanties de soumission.

Veiller au respect des délais d'examen des offres et requérir au besoin l'avis de la DCMP pour une prolongation desdits délais.

Mettre à jour le modèle de publicité de l'avis d'attribution provisoire.

Le processus d'évaluation doit être conduit avec rigueur et impartialité en vertu des principes de transparence et d'égalité de traitement des soumissionnaires. Les méthodes de mise en œuvre des critères de correction des offres relativement à la prise en compte des performances techniques des cartouches et toner doivent être bien indiquées dans le DAO pour éviter l'introduction en cours de processus de critères non annoncés ou dont la déclinaison dans le DAO laisse des zones d'ombre dans leurs modalités d'application.

Il faut également veiller à ne consigner dans les documents d'évaluation que les informations figurant dans les offres des soumissionnaires sans les dénaturer. Veiller au respect des dispositions de l'article 67-4 du CMP.

Veiller à une définition précise des besoins en évitant d'inclure dans les prestations des rubriques superflues qui renchérissent le coût de la commande publique ;

Veiller à un examen attentif des offres pour s'assurer de leur exhaustivité avant de les admettre pour examen détaillé ;

Veiller à la mise en œuvre rigoureuse des critères d'ajustement tels que prévus dans le DAO ;

Fournir aux candidats les informations nécessaires à une bonne préparation des offres ;

Plutôt que de lister des pièces de rechange dont la sous cotation par les soumissionnaires peut influencer sur le résultat de l'évaluation, il est plus indiqué de se référer à la clause relative à la disponibilité des pièces de rechange et des services après vente au Sénégal pour les équipements offerts dans l'offre, l'important pour l'Autorité Contractante étant de s'assurer que le soumissionnaire a accès à ces pièces ce qu'il doit justifier par la production de l'autorisation du fabricant ;

Se conformer à l'art 39 du CMP sur les convocations des membres de la commission des marchés ;

Se conformer à l'art 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;

Se conformer à l'art 83 du CMP sur la publication de l'attribution définitive ;

Se conformer aux articles 85.1 et 85.4 sur l'immatriculation et la publicité des marchés ;

Se conformer à l'art 134 sur l'application des pénalités de retard ;

Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation des marchés.

Faire examiner les DRP par la Commission habilitée.

Veiller à ne pas inclure dans la Commission des Marchés des agents appartenant aux structures de contrôle interne.

Prévoir dans les règlements de consultation des marges de fluctuation des quantités à commander et veiller à leur application au moment de la signature des contrats.

Requérir l'avis de la DCMP avant de passer des marchés fractionnés.

Veiller à la transparence des procédures de DRP et lutter contre la collusion.

Respecter le formalisme requis pour l'information des soumissionnaires qui est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation de marché tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ou contre le contrat lui-même.

Fixer un montant plafond pour les pénalités de retard.

Traquer la collusion entre fournisseurs

Se conformer aux dispositions des articles 35 et 36 du CMP sur la conformité de la commission des marchés ;

Se conformer à la Circulaire 004 du Premier Ministre sur la mise en œuvre de la DRP ;

Se conformer à l'article 84 du CMP ;

Se conformer à l'article 53 sur les seuils de passation des marchés, nous rappelons que l'appréciation du seuil de passation des marchés et subséquemment de la méthode de passation est faite sur la base du montant cumulé des lots constitutifs de l'appel à la concurrence et non au regard du montant de chaque lot pris individuellement ;

Se conformer aux articles 23 et 24 du CMP sur les avenants ;

Se conformer à l'article 115 sur la constitution de la garantie de bonne exécution ;

Veiller à établir des PV distincts à chaque étape de la procédure de passation des marchés ;

L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son règlement n'ont pas été classés dans le dossier ;

Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicte dans le manuel de classement de l'ARMP.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Non transmission des attestations de précompte et des justificatifs du reversement de la TVA.
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Produire les justificatifs

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON ENCORE EFFECTUE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON ENCORE EFFECTUE

NON ENCORE EFFETTUE

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
NON ENCORE EFFECTUE	

NON ENCORE EFFETTUE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AOO N° 009/2011	AOO N° 011/2011	AOO N° 012/2011	AOO N° 001/2012	AOO N° 004/2012
Nature	Acquisition de fournitures d'imprimerie	Acquisition de consommables informatiques	Fourniture et pose d'ascenseurs Direction Générale	Fourniture de matériels informatiques	Cablage et fourniture d'équipement
Attributaires	Mondial Paper	African Business Network	Afrique Ascenseurs	Touré Equipements	SODIMEL
Montants en F CFA TTC	64 215 895 F CFA	86 032 242	57 517 460	43 424 991	115 070 178
Critères de correction des offres non spécifiés dans le DAO		✓			
Principe de transparence et d'équité transgressé		✓			
Carence du procès verbal d'ouverture des plis					✓
Avis d'attribution définitive non joint		✓			
Bordereau quantitatif ne comprenant pas les services connexes			✓		
Calendrier de livraison non respecté			✓		
Délai imparti pour l'évaluation dépassé et avis DCMP non requis					✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓				✓
Violation de l'article 6 du CMP					✓
Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits					✓
Violation de l'article 64 du CMP sur les appels d'offres infructueux	✓				
Violation de l'article 67- 4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux		✓			

soumissionnaires					
Violation de l'article 83-4 du CMP		✓			✓
Violation de l'article 85 du CMP		✓			✓
Violation des articles 114 et 115 du CMP					✓
Violation de l'article 133 du CMP sur les pénalités de retard				✓	

Description	DRP N° 441/2011	DRP N° 506/2011	DRP N° 572/2011	DRP N° 952/2011	DRP N° 2151/2011
Nature	Fourniture de groupes électrogènes	Nettoieement de l'Immeuble de la DG	Fourniture d'intrants graphiques	Fourniture d'intrants pour mobiliers	Travaux d'agrandissement bureau de poste de Ndorong Kaolack
Attributaires	ETS Le Cap Vert	ECONET	AGP	EGCC	Touba Global Ceramic
Montants en F CFA TTC	23 010 000	938 100	5 410 772	29 500 000	28 293 251
Violation du principe de transparence du CMP					✓
Procès verbaux d'ouverture des plis et d'attribution condensés		✓	✓	✓	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓		✓
Contrat sommaire par rapport aux prestations requises				✓	
Circulaire N° 004 du Premier Ministre sur la procédure des DRP	✓	✓	✓	✓	✓
Commission siégeant lors des séances irrégulière en violation des articles 35 et 36 sur les commissions et cellules des marchés			✓	✓	
Violation de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation de marchés				✓	
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP		✓	✓		✓
Violation de l'article 83-3 du CMP					✓

Description	DRP N° 009/2011	DRP N° 210/2011		DRP N° 440/2011	
Nature	Fourniture de médicaments	Fourniture de scellés et de sacs postaux		Fourniture de supports de communication	
Attributaires	Pharmacie Atlantic	Lot 1 : GBS	Lot 2 : Latif Multiservices	Lot 1 : SST SARL	Lot 2 : LEADER
Montants en F CFA TTC	10 041 795	29 500 000	17 346 000	15 517 000	4 731 800
Modification apportée sur le montant du marché (revu à la hausse) non prévue au préalable				✓	
Procès verbaux d'ouverture des plis et d'attribution condensés	✓	✓		✓	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓			
TVA non précomptée		✓		✓	
Circulaire N° 004 du Premier Ministre sur la procédure des DRP	✓	✓		✓	
Violation des articles 23 et 24 du CMP sur les avenants				✓	
Commission siégeant lors des séances irrégulière en violation des articles 35 et 36 sur les commissions et cellules des marchés	✓	✓		✓	
Violation de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation		✓			
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP				✓	
Violation de l'article 84 du CMP	✓			✓	
Violation de l'article 115 du CMP sur la garantie de bonne exécution	✓			✓	

Description	DRP N° 956/2011	DRP N° 854/2011		DRP N° 934/2011	
Nature	Travaux extension aile Sud DSI	Fournitures de pièces détachées		Travaux de construction du BP de Palmarain et de peinture BP de Fatick	
Attributaires	EBGC	SICAS		Lot 1 : EGBTP	Lot 2 : EBK
Montants en F CFA TTC	48 559 279	Lot 1 : 23 420 330	Lot 2 : 3 992 316	28 050 188	8 608 277
Procès verbaux d'ouverture des plis et d'attribution condensés	✓	✓			
Absence de cahier des charges et contrat		✓			
Non exhaustivité des documents de passation des marchés		✓		✓	
Collusion				✓	
Circulaire N° 004 du Premier Ministre sur la procédure des DRP	✓	✓		✓	
Commission siégeant lors des séances irrégulière en violation des articles 35 et 36 sur les commissions et cellules des marchés	✓	✓			
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓			✓	
Violation de l'article 84 du CMP		✓			

Description	DRP N° 957/2011		DRP N° 1223/2011	DRP N° 1393/2011
Nature	Fourniture de matériels techniques communs et de balances postales		Travaux de reconstruction bureau de poste de Kédougou Vélingara Walo	Travaux de reprise de la construction du bureau de poste Baila et du logement
Attributaires	Lot 1 : Keur Samba	Lot 2 : ABC		
Montants en F CFA TTC	29 403 110	29 028 000	45 347 523	
Commission siégeant lors des séances irrégulière				✓
Procès verbaux d'ouverture des plis et d'attribution condensés	✓			✓
Circulaire N° 004 du Premier Ministre sur la procédure des DRP	✓		✓	✓
Violation des articles 35 et 36 sur les commissions et cellules des marchés	✓			✓
Violation de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation des marchés	✓			
Violation de l'article 67-4 du CMP sur l'ouverture des plis				
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓		✓	✓

Description	DRP N° 1611/2011	DRP N° 1612/2011	DRP N° 1647/2011	DRP N° 1721/2011	DRP N° 2184/2011
Nature	Fourniture de 180 tables bancs scolaires	Construction du BP annexe de Kahone	Fourniture de matériel électrique	Travaux de construction du BP de Sindian	Travaux d'aménagement bureau de poste de Kothiary
Attributaires	ECS	ETDM	BK Entreprise	Le Boundou	Keur Samba
Montants en F CFA TTC	6 372 000	12 064 704	29 500 000	32 158 529	23 365 449
Commission siégeant lors des séances irrégulière	✓		✓		
Modification apportée sur le montant du marché (revu à la hausse) non prévue au préalable			✓		
Collusion		✓	✓	✓	
Plafond pénalités de retard non fixé			✓		
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓			✓
Circulaire N° 004 du Premier Ministre sur la procédure des DRP	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓	✓	✓		✓

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,

- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 90-07 du 20 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;

- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Société Nationale La Poste pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMF sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,

- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au

libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),

- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,

- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMF),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la Société Nationale LA POSTE, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

La décision portant nomination des membres de la Commission des Marchés et de leurs suppléants pour l'exercice de 2011 a été prise le 17 Mai 2011 et transmise le 07 Juin 2011 à la DCMP alors que l'article 36-1 dispose que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours.

Monsieur Amadou DIALLO a été nommé comme vice-président de la commission des marchés alors que le terme adéquat serait « suppléant ».

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule des Marchés a été pris le 31 mars 2011 et transmis le 07 Juin 2011 à la DCMP.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été signées pour la plupart le 25 Mai 2011. Les supports de leur transmission à la DCMP ont été mis à notre disposition.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la Société Nationale LA POSTE, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans L'Observateur du 26 janvier 2011 et Le Soleil du 27 janvier 2011. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA SOCIETE NATIONALE LA POSTE

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la Société Nationale LA POSTE sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA SOCIETE NATIONALE LA POSTE EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

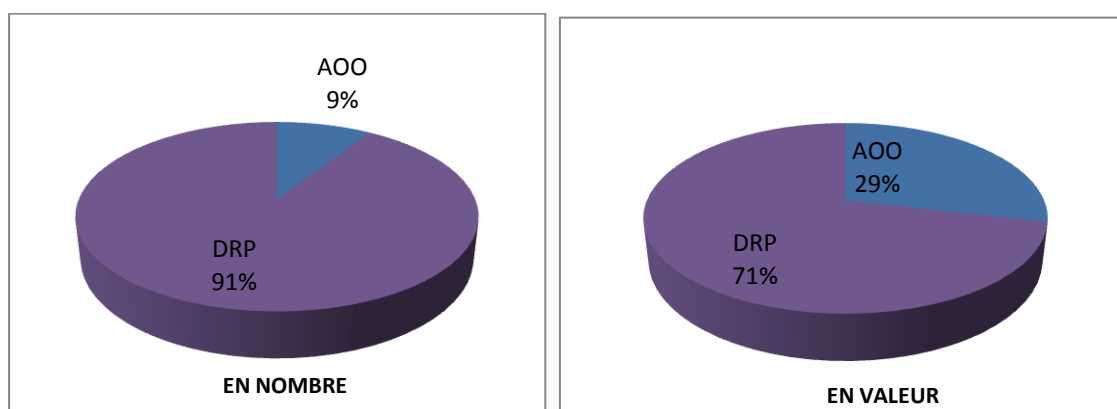
4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	5	366 260 766	5	366 260 766	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	50	916 815 536	19	525 495 104	38%	57%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	55	1 283 076 302	24	891 755 870	44%	70%

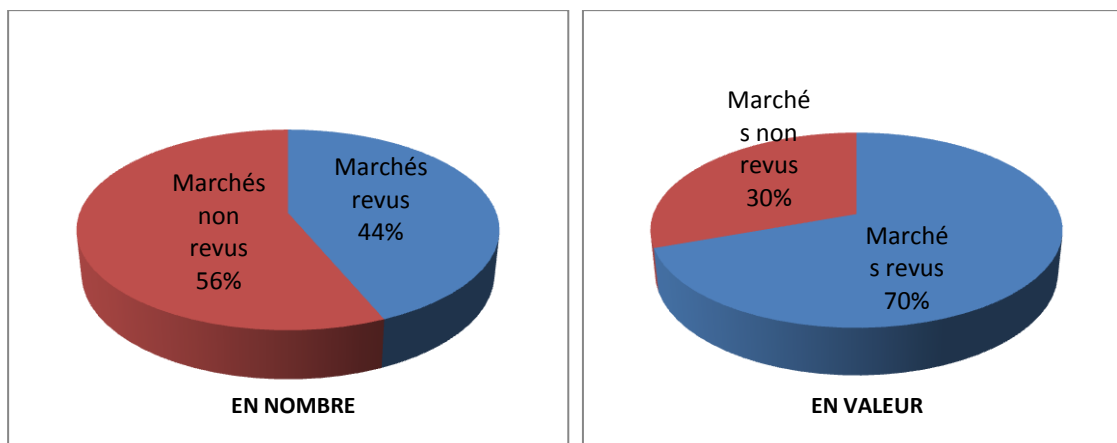
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



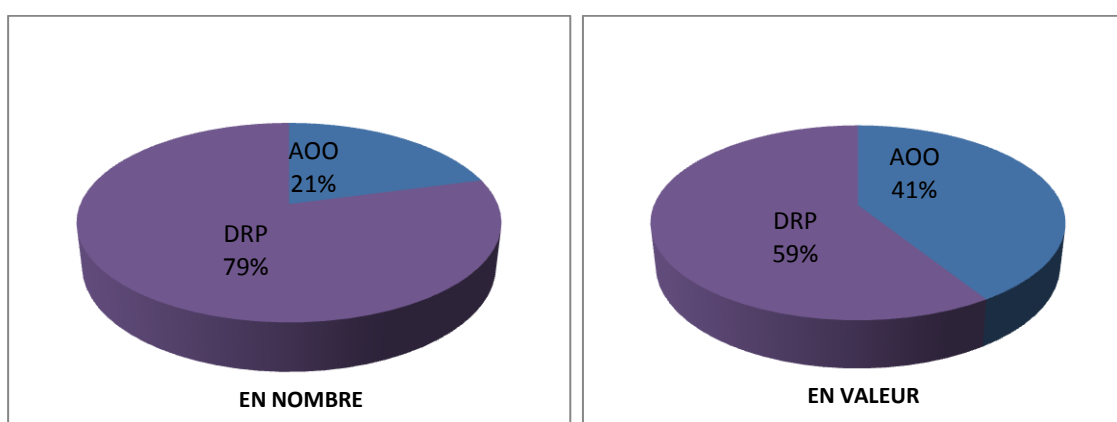
CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

Nous avons examiné, les 5 appels d'offres présentés (100% en nombre et en valeur), et 19 des 50 DRP (38% en nombre et 57% en valeur) passés par La Poste soit un taux de couverture de 44% en nombre et 70% en valeur.



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES OUVERT

AOO N° 04/2011 - EXTENSION DU RESEAU INFORMATIQUE FOURNITURE ET POSE D'EQUIPEMENTS ACTIFS ET CABLAGE	
Date de l'AGPM	L'Observateur du 26 janvier 2011 Le Soleil du 27 janvier 2011
Date de lancement de l'AO	29 octobre 2011
Date limite de dépôt des offres	29 novembre 2011
Durée de validité des offres	90 jours
Garantie de soumission	5 000 000 F CFA valable pendant un délai de 30 jours à compter de la date limite de validité des offres
Délai de préparation des offres	31 jours
Durée de validité des offres	90 jours
Date de l'évaluation technique	Rapport non daté
Date d'attribution	30 décembre 2011
Date de notification d'attribution provisoire et d'information aux candidats non retenus	10 janvier 2012 pour la notification de l'attribution provisoire. En revanche les candidats non retenus n'ont pas été informés par écrit comme indiqué par le CMP (article 83-4).
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Non communiquée
Date de publicité de l'attribution provisoire	5 janvier 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	Non communiquée
Date de souscription	20 janvier 2012
Date d'approbation	20 février 2012
Date d'immatriculation	Non immatriculé
Date de notification	23 février 2012
Date d'enregistrement du	29 février 2012

contrat	
Délai d'exécution	90 jours
Attributaire	SODIMEL
Montant du marché en TTC	115 070 178
Non conformités	<p>L'extension du réseau informatique, la fourniture et la pose d'équipements actifs et le câblage informatique ne figurent pas dans le PPM et n'est pas non plus inclus dans l'AGPM en violation des articles 6 et 9 du CMP ;</p> <p>La SONATEL a retiré le DAO mais n'a pas présenté d'offres. Cette information n'est pas consignée dans le PVO (c'est l'exploitation du registre de transmission des DAO qui a permis d'obtenir cette information). La mention de l'information relative au nombre de candidats ayant retiré le DAO permet d'apprécier l'étendue de la publicité qui est un indicateur de la transparence du processus ;</p> <p>Le PVO n'a pas été transmis aux soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du CMP ;</p> <p>Le PVO n'indique pas les noms des membres de la Commission Technique d'analyse et d'évaluation des offres. Il est important qu'à ce stade de la procédure une indication précise l'identité des membres de la Commission d'Analyse et soit portée sur le PVO ;</p> <p>Le rapport d'évaluation des offres qui n'est pas daté indique que le coût estimatif de cette prestation est de 100 000 000 F CFA alors que cette acquisition attribuée pour 115 070118 F CFA ne figure, ni dans le PPM, ni dans l'AGPM en violation des dispositions des articles 6 et 9 du CMP ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution provisoire a été établie le 10 janvier 2012. Au regard de la date limite de dépôt des offres fixée au 29 novembre 2011, le délai imparti à la Commission des Marchés pour l'analyse et l'évaluation des offres a été dépassé. Nous rappelons que la CM dispose de quinze jours pour faire l'évaluation des offres; ce délai peut être rallongé de dix jours après avis de la DCMP. Ledit avis n'a pas été requis par la PRM ;</p> <p>Le PV d'attribution a été dressé le 30 décembre 2011. Par conséquent, dans les trois jours qui suivent la proposition de</p>

	<p>la Commission des Marchés, la PRM doit approuver ladite proposition et aviser immédiatement les autres candidats et leur rendre leurs garanties de soumission. Les mainlevées des garanties de soumission ne sont pas classées dans le dossier de marché ;</p> <p>L'avis d'attribution provisoire a été publié dans le Soleil en date du 5 janvier 2012. Les articles visés par ledit avis n'ont pas été mis à jour pour se conformer au décret 2011-1048 du 27 juillet 2011. Il faudra désormais faire référence à l'article 83-3 nouveau en lieu et place de l'article 81-3, aux articles 88 et 89 nouveau en lieu et place des articles 86 et 87 du CMP ;</p> <p>La garantie de bonne exécution ne figure pas dans le dossier de passation ;</p> <p>Les documents relatifs à l'exécution financière ne figurent pas dans le dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Veiller à bien renseigner le PVO notamment en y mentionnant les dates d'expiration des garanties de soumission, le nombre et l'identité des candidats ayant retiré le DAO, l'identité des membres de la commission technique d'analyse et d'évaluation des offres ;</p> <p>Transmettre le procès verbal d'ouverture des plis à tous les soumissionnaires conformément aux dispositions de l'article 67-4 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 6 et 9 du CMP relatifs à la programmation des achats et à l'existence de crédits et autorisations préalables ;</p> <p>Assurer l'information des soumissionnaires conformément aux dispositions de l'article 83-4 du CMP et établir les mainlevées des garanties de soumission ;</p> <p>Veiller au respect des délais d'examen des offres et requérir au besoin l'avis de la DCMP pour une prolongation desdits délais ;</p> <p>Mettre à jour le modèle de publicité de l'avis d'attribution provisoire ;</p> <p>Faire immatriculer les marchés avant leur notification à l'attributaire et publier un avis d'attribution définitive</p>

	<p>conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 114 et 115 du CMP relatifs à la constitution de la garantie de bonne exécution à la signature du contrat.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Le PPM a bien été révisé pour prendre en compte cet AO (Voir site des marchés publics).</p> <p>L'information des acquéreurs de DAO est disponible sur le Dossier-Type du Rapport d'évaluation. Elle n'est pas requise sur le PVO.</p> <p>Le délai de la tenue de la réunion d'examen du rapport d'évaluation (15 jours francs) a été perturbé par le férié du mardi 6 décembre 2011(Tamxarit).</p> <p>Après chaque ouverture des plis, il est demandé aux représentants des candidats d'attendre le PVO. A la réception, ils signent sur une copie du PV. Un défaut de classement n'a pas permis au consultant de voir cette copie.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Le PPM qui nous avait été transmis ne comportait pas cette acquisition qui a été introduite suite à une révision. Nous prenons acte de la communication du PPM révisé et retirons cette observation relative à la non inscription del'achat dans le PPM.</p> <p>La mention du nombre et du nom des candidats ayant retiré le DAO dans le PVO est une bonne pratique que nous recommandons qui permet d'apprécier l'étendue de la publicité et de contrôler le produit de la vente des DAO.</p> <p>La transmission du PVO ne doit pas se limiter aux candidats présents ; tous les soumissionnaires représentés ou non représentés à la séance d'ouverture des plis doivent recevoir le PVO.</p> <p>Toutes les autres observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

AOO N° 02/2011 FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES	
Date de publicité de l'AGPM	L'Observateur du 26 janvier 2011
Date de lancement de l'AO	07 février 2011
Date de publicité de l'AAO	Le Soleil du 14 février 2011 Avis de report : Le Soleil des 05 et 06 mars 2011
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	17 mars 2011 reporté au 21 mars 2011
Délai de préparation des offres	38 jours
Durée de validité des offres	60 jours
Garantie de soumission	1 000 000 F CFA valable 30 jours après l'expiration de la durée de validité des offres
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	Première séance d'attribution : 22 avril 2011 Deuxième séance d'attribution suite au recours : 21 juillet 2011, PV établi le 03 août 2011
Date de notification d'attribution provisoire et d'information aux candidats non retenus	Néant
Date de publicité de l'attribution provisoire	Le Soleil du 02 mai 2011 Le Soleil des 06 et 07 août 2011 (Réattribution suite au recours)
Date de publicité de l'avis d'attribution définitive	Néant
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date de souscription	1 ^{er} juin 2011
Date de signature du contrat	03 juin 2011
Date d'approbation	14 septembre 2011

Date d'immatriculation	-
Date de notification	14 septembre 2011
Date d'enregistrement du contrat	15 septembre 2011
Délai d'exécution	1 an renouvelable
Attributaire	ABN
Montant du marché en TTC	Minima : 88 500 000 F CFA TTC Maxima : 157 044 831 F CFA TTC Montant total des bons de commande et factures : 86 032 242 F CFA TTC
Budget	80 000 000 F CFA HTVA
Non conformités	<p>Le critère de qualification portant sur les états financiers certifiés pour les trois derniers exercices a été requis dans le DAO alors que l'avis d'appel d'offres ne le mentionne pas. Les critères de qualification doivent déjà être portés à la connaissance des candidats éventuels dès la publicité de l'Avis d'Appel d'Offres ;</p> <p>La marge de fluctuation de 30% proposée dans les IC 39.1 des DPAO est trop élevée par rapport à la pratique si l'on se réfère aux documents-types de l'ARMP (marge comprise entre 0 et 15% maximum) ;</p> <p>Aucun document n'atteste de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du CMP ;</p> <p>L'offre de Touré Equipement a été admise à tort pour examen détaillé puisque sa garantie de soumission avait été jugée non conforme par la Commission d'Analyse ;</p> <p>L'examen du deuxième rapport d'évaluation a permis de constater que des articles pour lesquels les nombres de pages n'étaient pas indiqués avaient fait l'objet de pondération sur des bases déterminées ex post. Quand bien même le nombre de pages devait être renseigné dans les offres des soumissionnaires conformément aux exigences du DAO, les modalités de mise en œuvre de ce critère d'évaluation n'ont</p>

	<p>pas été précisées dans ledit DAO. Le DAO n'ayant pas clairement spécifié les règles de correction des offres sur ce point spécifique et au regard du nombre de références pour lesquelles cette information n'est pas renseignée dans les offres des soumissionnaires Office Consommables et Oumou Informatique, les soumissions de ces derniers auraient dû être déclarées non conformes. Sous ce rapport, il convient de noter qu'un premier rapport d'évaluation avait été élaboré qui indiquait que les nombres de pages étaient identiques pour 90% des articles ; dans ce rapport Office Consommable sortait comme moins disant conforme. Cette information n'est pas conforme au contenu des offres que nous avons examinées et qui montrent que le nombre de pages d'impression n'est pas renseigné pour 14 articles dans l'offre de Office Consommables et pour 24 articles dans celle de Oumou Informatique raison pour laquelle elles ont été rejetées dans le troisième rapport d'évaluation ;</p> <p>Ce troisième rapport d'évaluation au terme duquel ABN a été proposé comme attributaire a fait fi de ce critère de correction des offres sur la base du nombre de pages d'impression ; ce rapport invoque la non communication du nombre de pages d'impression pour éliminer deux des trois candidats dont les offres ont été examinées alors que l'examen de certains tableaux de vérification des offres montre que toutes les cases relatives au nombre de pages sont renseignées sur la base des standards fournis par les constructeurs des imprimantes. Cette méthode non annoncée quoique très pertinente abouti à l'introduction d'un critère nouveau en violation du CMP. Au regard de toutes ces non conformités et contrairement à l'avis du CRD qui a suggéré la reprise de l'évaluation, nous estimons que l'appel d'offres aurait dû être déclaré sans suite après avis de la DCMP, le DAO repris et la procédure relancée ;</p> <p>Nous avons noté une confusion dans la mise en œuvre du contrôle des critères de qualification qui a été effectué pour tous les candidats alors qu'il est censé être effectué pour le moins disant conforme et en cas de non respect desdits critères pour le second moins disant et ainsi de suite.</p> <p>Le deuxième rapport d'évaluation ne fait pas de suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes ;</p>
--	---

	<p>Le marché a été approuvé près de trois mois et demi après sa souscription. Ce délai est anormalement long ;</p> <p>Le contrat mentionne pour le montant du marché un minima (88 500 000 F CFA) et un maxima (157 044 831 F CFA) alors que ceci n'avait pas été spécifié dans le DAO ; le marché avait été évalué et attribué au montant de 157 044 831 F CFA qui dépassait l'enveloppe budgétaire allouée à ces acquisitions en violation des dispositions de l'article 9 du CMP ;</p> <p>Les articles du CMP cités dans l'avis d'attribution provisoire et ouvrant les délais de recours gracieux auprès de l'AC, ne sont plus conformes au CMP. En effet, les articles 81-3 et 87 deviennent respectivement 83-3, 88 et 89 dans le CMP en se référant au décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;</p> <p>Le support de publicité de l'attribution définitive du marché n'est pas joint au dossier.</p>
Recommandations	<p>Le processus d'évaluation doit être conduit avec rigueur et impartialité en vertu des principes de transparence et d'égalité de traitement des soumissionnaires. Les méthodes de mise en œuvre des critères de correction des offres relativement à la prise en compte des performances techniques des cartouches et toner doivent être bien indiquées dans le DAO pour éviter l'introduction en cours de processus de critères non annoncés ou dont la déclinaison dans le DAO laisse des zones d'ombre dans leurs modalités d'application ;</p> <p>Il faut également veiller à ne consigner dans les documents d'évaluation que les informations figurant dans les offres des soumissionnaires sans les dénaturer. Veiller au respect des dispositions de l'article 67-4 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur la reprise de l'évaluation technique, La Poste a suivi la décision du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP qui a demandé la reprise de l'évaluation technique, ce que nous avons fait et la procédure a suivi son cours jusqu'à l'attribution.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>

	<p>Après chaque ouverture des plis, il est demandé aux représentants des candidats d'attendre le PVO. A la réception, ils signent sur une copie du PV. Un défaut de classement n'a pas permis au consultant de voir cette copie.</p> <p>Le processus a tiré en longueur du fait du recours introduit par un candidat et de la décision de l'ARMP demandant la reprise de l'évaluation.</p> <p>Sur les recours, ses décisions faisant autorité, nous avons repris le processus d'évaluation comme demandé par le CRD/ARMP.</p> <p>Le dépassement de l'enveloppe budgétaire prévisionnelle n'est pas une violation du CMP, même s'il peut constituer un motif de non-attribution du marché ; l'essentiel étant que la couverture soit réalisée avant la signature du contrat (Art.9 CMP). A la Poste, les procédures d'engagement incluent un contrôle de disponibilité du budget avant l'approbation des contrats.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Sur l'évaluation technique, les péripéties qui ont jalonné l'analyse des offres de ce marché, avec trois (3) PV d'évaluation, est la conséquence d'une mauvaise mise en œuvre du processus d'évaluation et de jugement des offres. Des critères nouveaux ont été introduits en cours d'évaluation, les critères de correction des offres n'ont pas été correctement mis en œuvre, qui devait être reprise purement et simplement, par une relance du marché, nonobstant la décision du CRD que nous ne partageons pas. Comme indiqué ci-avant, un troisième rapport d'évaluation a été établi au terme duquel ABN a été proposé comme attributaire. Ce rapport fait fi du critère de correction des offres relatif au nombre de pages d'impression ; ce rapport invoque la non communication du nombre de pages d'impression pour éliminer deux des trois candidats dont les offres ont été examinées alors que l'examen de certains tableaux de vérification des offres montre que toutes les cases relatives au nombre de pages sont renseignées sur la base des standards fournis par les constructeurs des imprimantes. Cette méthode non annoncée quoique très pertinente abouti à l'introduction d'un critère nouveau en violation du CMP. Au</p>

	<p>regard de toutes ces non conformités et contrairement à l’avis du CRD qui a suggéré la reprise de l’évaluation, nous estimons que l’appel d’offres aurait dû être déclaré sans suite après avis de la DCMP, le DAO repris et la procédure relancée</p> <p>Par conséquent nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>Pour le dépassement de l’enveloppe budgétaire, une décision du Conseil d’Administration autorisant une réallocation budgétaire est requise qui donnera lieu par la suite à une révision du PPM pour tenir compte de cette nouvelle dotation budgétaire.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur tous les points soulevés.</p>
--	---

AO N° 05/2011 FOURNITURE MATERIELS INFORMATIQUES	
Date de transmission du DAO N°	
Date de publication de l'AO	29 et 30 octobre 2011 Le Soleil
Date limite de dépôt des offres	30 novembre 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	29 jours
Date d'ouverture des plis	30 novembre 2011
Date de l'évaluation technique	
Date d'attribution	20 décembre 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	
Date de l'attestation d'existence de crédits	
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	
Date de publication de l'attribution provisoire	03 janvier 2012 Le Soleil
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	
Date de souscription	23 janvier 2012
Date d'approbation	09 février 2012
Date d'immatriculation	
Date de notification	22 février 2012
Date d'enregistrement du contrat	28 février 2012

Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Néant
Délai d'exécution	30 jours
Garantie de soumission	2 000 000 F CFA
Attributaire	TOURE EQUIPEMENTS
Montant du marché en TTC	43 424 991 F CFA TTC
Notification et publicité de l'attribution provisoire	03 janvier 2012 Le Soleil
Non conformités	<p>Les reçus d'achat du DAO ne sont pas versés dans le dossier ;</p> <p>Une pénalité de retard de 1/1000 par jour de retard sur la valeur des fournitures non livrées doit être appliquée sur la livraison du 17/04/12, il y a un retard de 25 jours qui n'a pas été pris en compte ;</p> <p>Les lettres de rejet des candidats éliminés ne sont pas dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des pièces de marchés tel qu'édicte par l'ARMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités de retard ;</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>.Les reçus d'achats sont transmis à la DFC pour rapprochement ; le registre d'achats liste tous les N° de chèques ou mandats. Aucun versement en espèces n'est accepté au Bureau des Marchés.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir</p>
Appréciation du Consultant	Nous maintenons les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

AO N° 03/2011/05/F FOURNITURE ET POSE DE DEUX (02) ASCENSEURS A LA DIRECTION GENERALE DE LA POSTE	
Date de publication de l'AGPM	26 Janvier 2011 « L'Observateur »
Date de transmission du DAO à la DCMP	Non requis
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO	Non requis
Date de publication de l'AO	23 et 24 Juillet 2011 « Le Soleil »
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	23 Août 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	30 jours
Période de validité des offres	90 jours
Garantie de soumission	3 000 000 FCFA
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	13 Septembre 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	Non requis
Date de publication de l'attribution provisoire	01 et 02 Octobre 2011 « Le Soleil » et « L'AS »
Date de l'attestation d'existence de crédits	Non fournie
Date de souscription	14 Novembre 2011
Date d'approbation	28 Novembre 2011
Date d'immatriculation	-

Date de notification du marché	15 Décembre 2011
Date d'enregistrement du contrat	26 Décembre 2011
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-
Délai d'exécution	90 jours
Attributaire	AFRIQUE ASCENSEURS SENEGAL
Montant du marché en TTC	57 517 460 FCFA TTC
Non conformités	<p>Nous avons noté que le bordereau quantitatif estimatif inclus dans l'offre de l'attributaire ne comprend pas de manière distincte les services connexes. Une demande de précision non formalisée a été faite au soumissionnaire qui a confirmé par écrit que son offre comprenait les services connexes. Nonobstant le fait que la demande d'éclaircissement doit être faite par écrit, formalisme que La Poste n'a pas respecté, il apparait à l'examen du point IC 33.3 (a) des DPAO que cette demande de précision n'a pas sa raison d'être et que la réponse du soumissionnaire n'aurait par conséquent pas dû être prise en compte. En effet, le point 33.3 (a) des IC évoqué ci-avant stipule que : « ...un article non mentionné dans le bordereau de prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme pour l'essentiel, le prix le plus élevé offert pour l'article en question par les candidats dont les offres sont conformes sera ajouté au prix de l'offre et le prix total ainsi évalué de l'offre sera utilisé aux fins de comparaison des offres ». Aux termes de cette disposition des DPAO, les prix offerts par CFAO auraient dû être appliqués à l'offre d'Afrique Ascenseurs Sénégal pour les besoins de l'évaluation et de la comparaison des offres ;</p> <p>Nous notons également que dans la définition du besoin, il y a une incohérence car d'une part, La Poste demande la dépose et le transport de deux ascenseurs, ce qui suppose que les gaines existent et d'autre part, elle demande la construction de gaines (maçonnerie gaine, maçonnerie local des machines,</p>

	<p>électricité, ventilation, climatisation local des machines) ;</p> <p>Le point IC 33.3 (d) des DPAO stipule d'une part que les variations par rapport au calendrier de livraison seront pénalisées à raison de 5.000 000 F CFA par semaine et d'autre part que le coût des pièces de rechange, pièces détachées et du service après vente sera ajouté au prix de l'offre pour l'évaluation à charge pour l'AC de fournir la liste desdites pièces. L'examen du DAO a permis de noter que l'AC ne s'est pas conformé à son engagement de donner la liste des principaux ensembles et pièces de rechange. Par ailleurs, l'examen du procès verbal d'évaluation a permis de noter que les soumissionnaires n'ont pas respecté le calendrier de livraison et que les écarts par rapport audit calendrier n'ont pas été valorisés et rajoutés aux offres des soumissionnaires, la Commission des Marchés estimant qu'aucun des candidats n'ayant respecté ce délai, la prise en compte de la pénalité n'avait pas d'impact sur l'évaluation ;</p> <p>Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'art 67 du CMP ;</p> <p>Le rapport d'évaluation n'a pas été daté;</p> <p>Les copies des convocations des membres de la commission des marchés, la lettre de notification de l'attribution provisoire, la lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre, l'attestation de main levée de la garantie de soumission du candidat non retenu, l'acte de notification de l'attribution définitive, le support de publicité de l'attribution définitive et l'acte d'immatriculation du marché par la DCMF n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>Aucun élément dans le dossier n'atteste de l'application des pénalités de retard, en violation de l'art 134 du CMP ;</p> <p>Aucun document n'atteste de la suite donnée à la mise en demeure adressée au titulaire du marché et des suites de la procédure ;</p> <p>Seule une partie des documents de règlement du marché a été classée dans le dossier ;</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son</p>
--	--

	paiement n'ont pas été non plus classés dans le dossier.
Recommandations	<p>Veiller à une définition précise des besoins en évitant d'inclure dans les prestations des rubriques superflues qui renchérissent le coût de la commande publique ;</p> <p>Veiller à un examen attentif des offres pour s'assurer de leur exhaustivité avant de les admettre pour examen détaillé ;</p> <p>Veiller à la mise en œuvre rigoureuse des critères d'ajustement tels que prévus dans le DAO ;</p> <p>Fournir aux candidats les informations nécessaires à une bonne préparation des offres ;</p> <p>Plutôt que de lister des pièces de rechange dont la sous cotation par les soumissionnaires peut influencer sur le résultat de l'évaluation, il est plus indiqué de se référer à la clause relative à la disponibilité des pièces de rechange et des services après vente au Sénégal pour les équipements offerts dans l'offre, l'important pour l'Autorité Contractante étant de s'assurer que le soumissionnaire a accès à ces pièces ce qu'il doit justifier par la production de l'autorisation du fabricant ;</p> <p>Se conformer à l'art 39 du CMP sur les convocations des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'art 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;</p> <p>Se conformer à l'art 83 du CMP sur la publication de l'attribution définitive ;</p> <p>Se conformer aux articles 85.1 et 85.4 sur l'immatriculation et la publicité des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'art 134 sur l'application des pénalités de retard ;</p> <p>Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur les services connexes, en lieu et place de la construction des gaines, il s'agit plutôt des travaux de génie civil suite à la dépose de l'existant car les modèles proposés ne sont pas nécessairement de la même dimension.</p> <p>Voir les notes de BARRO</p>

	<p>AO publié sous l'empire du CMP 2007-545 dans lequel l'immatriculation n'était pas une formalité systématique.</p> <p>En outre, dans l'offre financière d'Afrique Ascenseurs, il est bien mentionné « Fournitures et pose de deux (2) ascenseurs conformément à notre dispositif en annexe » : l'exploitation de ces annexes (maçonnerie gaines, électricité, travaux de climatisation) indique bien que les services connexes ainsi précités ont été bien pris en compte.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur les services connexes, nous prenons acte de vos commentaires. Mais nous sommes au regret de noter que l'AC fait encore une confusion. En effet, la prise en compte des services connexes, n'est pas en cause. C'est plutôt l'incohérence entre la demande de dépose et de transport de deux ascenseurs, ce qui suppose l'existence de gaines, et la demande de construction de gaines (maçonnerie gaine, maçonnerie local des machines, électricité, ventilation, climatisation local des machines).</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur tous les autres points, vous confirmez les observations que nous avons faites et nous maintenons nos réserves, par conséquent.</p>

AOO N° A0-01/2011-ACQUISITION DE FOURNITURES D'INTRANTS D'IMPRIMERIE	
Date de publication de l'AO	04 Février 2011 AVIS DE REPORT : 03 Mars 2011
Date limite de dépôt des offres	09 Mars 2011 Reportée au 21 Mars 2011
Délai de préparation des offres	32 jours
Date d'ouverture des plis	09 Mars 2011 21 Mars 2011
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	11 Avril 2011 PV établi le 20 Avril 2011
Date de l'attestation d'existence de crédits	
Date de publication de l'attribution provisoire	02 Mai 2011
Date de souscription	10 Juin 2011
Date d'approbation	24 Juin 2011
Date d'immatriculation	
Date de notification du marché	28 Juin 2011
Date d'enregistrement du contrat	28 Juillet 2011
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-
Délai d'exécution	01 an
Garantie de soumission	LOT 1: 1 000 000 F CFA LOT 2: 500 000 F CFA
Attributaire	LOT 1 : MONDIAL PAPER LOT 2 : NON ATTRIBUE
Montant du marché du lot 1 en TTC	MINIMUM : 41 300 000 F CFA TTC MAXIMUM : 68 691 930 F CFA TTC
Non conformités	<p>La Commission des marchés a déclaré le marché du lot 2 infructueux sans l'avis de la DCMP en violation de l'art.64 du CMP qui indique que l'Autorité Contractante peut déclarer un appel d'offre infructueux après consultation de la DCMP ;</p> <p>Le rapport d'évaluation des offres n'est ni daté ni signé ;</p> <p>Mr Abdou Latif NDIAYE, agent à la DLM/Imprimerie, a assisté à la séance d'attribution du marché alors qu'il n'est pas membre de la Commission des marchés en violation de l'art.40 du CMP qui renseigne qu'en dehors des séances d'ouverture des plis et de dépouillement des offres, les Commissions des marchés délibèrent à huis clos et que ces débats sont revêtus du</p>

	secret absolu ; Le support de publication, l'acte de notification d'attribution définitive, les pièces de règlement ne figurent pas dans le dossier de passation.
Recommandations	Se conformer à l'art.40 du CMP portant sur le caractère confidentiel des réunions d'attribution de la Commission des marchés ; Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation de marché ; Consulter au préalable la DCMP avant de déclarer un appel d'offres infructueux conformément à l'art.64 du CMP ; Respecter le délai de 03 jours requis entre l'attribution provisoire et la notification de l'attribution provisoire.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Sur la participation de l'expert à l'attribution du marché, la commission a usé des possibilités offertes par le Code des Marchés Publics en son article 38 qui autorise la désignation et la participation d'un expert avec voie consultative aux travaux de ladite commission. Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir. L'art.38 du CMP (2007-545) autorise la participation au besoin, avec voix consultative, d'éléments extérieurs à la Commission des Marchés suivant leurs compétences et la nature des prestations objet du marché.
Appréciation du Consultant	Aux termes de l'article 38 du CMP, des personnes qualifiées peuvent prendre part aux opérations d'évaluation des offres comme experts. Il est bien précisé que l'expertise extérieure est requise comme membre de la Commission Technique d'Evaluation et non à la séance de la Commission des Marchés devant statuer sur le rapport de la Commission Technique d'Evaluation et proposer l'attribution du marché. Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ces points.

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° 1647/2011 - FOURNITURE DE MATERIEL ELECTRIQUE	
Date de l'AGPM	L'Observateur du 26 janvier 2011 Le Soleil du 27 janvier 2011
Date de lancement de la DRP	14 septembre 2011
Date limite de dépôt des offres	20 septembre 2011
Durée de validité des offres	Non précisée
Garantie de soumission	Non demandée
Délai de préparation des offres	6 jours
Durée de validité des offres	Non précisée
Date de l'évaluation	20 septembre 2011
Date d'attribution	20 septembre 2011
Date de notification d'attribution provisoire et d'information aux candidats non retenus	Non renseignée
Date de souscription	Contrat non transmis
Date d'approbation	Contrat non transmis
Date de notification	Non communiquée
Date d'enregistrement du contrat	Non communiquée
Délai d'exécution	48 H après émission du Bon de commande
Fournisseurs consultés	Quincaillerie TAD, DSL, Quincaillerie TBDK, Quincaillerie Darou Khoudoss, BK Entreprise
Offres reçues	BK Entreprise, Quincaillerie TAD, Quincaillerie Darou Khoudos
Attributaire	BK ENTREPRISES
Montant du marché en TTC	29 500 000

<p>Non conformités</p>	<p>La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;</p> <p>L'offre de l'attributaire qui se chiffrait à 34 213 156 F CFA a été ramenée à 29 500 000 F CFA dans le procès verbal d'attribution pour tenir compte de l'enveloppe budgétaire disponible pour cette prestation. Cette décision de la Commission Interne des Marchés est contraire aux dispositions du CMP. De surcroit, le règlement de la consultation ne prévoyait aucune marge de fluctuation des quantités commandées au moment de la signature. Ledit règlement stipule par ailleurs que la DRP sera exécutée sous forme de marché à commande. Sous ce rapport, il convient de noter que la Poste n'a pas requis l'avis de la DCMP préalablement à la mise en œuvre de cette procédure de passation d'un marché de commandes ; il faut également préciser que pour passer des marchés fractionnés (le marché de commande en est un), les autorités contractantes doivent au préalable requérir, l'avis de la DCMP avant de lancer la concurrence. Par ailleurs, nous avons constaté que les minima et maxima ne sont pas précisés dans le dossier de consultation. L'examen du règlement de la consultation a également permis de noter que le plafond des pénalités de retard n'est pas précisé ;</p> <p>L'examen des offres de la QUINCAILLERIE TAD et de la QUINCAILLERIE DAROU KOUDOSS a permis de noter de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre ces deux fournisseurs ;</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution, d'information des soumissionnaires non retenus et le contrat ne sont pas classés dans le dossier de marché ;</p> <p>L'exécution financière du marché a été justifiée à hauteur de 20 140 240 F CFA, les documents complémentaires devant justifier les 9 359 760 F CFA restants ne sont pas joints au dossier.</p>
<p>Recommandations</p>	<p>Faire examiner les DRP par la Commission habilitée ;</p> <p>Veiller à ne pas inclure dans la Commission des Marchés des agents appartenant aux structures de contrôle interne ;</p> <p>Prévoir dans les règlements de consultation des marges de fluctuation des quantités à commander et veiller à leur application au moment de</p>

	<p>la signature des contrats ;</p> <p>Requérir l'avis de la DCMP avant de passer des marchés fractionnés ;</p> <p>Veiller à la transparence des procédures de DRP et lutter contre la collusion ;</p> <p>Respecter le formalisme requis pour l'information des soumissionnaires qui est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation de marché tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;</p> <p>Fixer un montant plafond pour les pénalités de retard.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, vous confirmez nos observations.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur les autres points également, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP N° 1611/2011 - CONFECTION DE 180 TABLE-BANCS SCOLAIRES DE DEUX PLACES	
Date de l'AGPM	L'Observateur du 26 janvier 2011 Le Soleil du 27 janvier 2011
Date de lancement de la DRP	6 septembre 2011
Date limite de dépôt des offres	13 septembre 2011
Durée de validité des offres	Non précisée
Garantie de soumission	Non demandée
Délai de préparation des offres	7 jours
Durée de validité des offres	Non précisée
Date de l'évaluation	13 septembre 2011
Date d'attribution	13 septembre 2011
Date de notification d'attribution provisoire et d'information aux candidats non retenus	Non renseignée
Date de souscription	Contrat non transmis
Date d'approbation	Contrat non transmis
Date de notification	Non communiquée
Date d'enregistrement du contrat	Non communiquée
Délai d'exécution	48 H après émission du Bon de commande
Fournisseurs consultés	Babou Fayda, EGB, Touba Entreprise, BBS, ECS
Offres reçues	Babou Fayda, EGB, Touba Entreprise, BBS, ECS
Attributaire	ECS
Montant du marché en TTC	6 372 000

Non conformités	<p>La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité ;</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution, d'information des soumissionnaires non retenus et le contrat ne sont pas classés dans le dossier de marché.</p>
Recommandations	<p>Faire examiner les DRP par la Commission habilitée ;</p> <p>Veiller à ne pas inclure dans la Commission des Marchés des agents appartenant aux structures de contrôle interne ;</p> <p>Respecter le formalisme requis pour l'information des soumissionnaires qui est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation de marché tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ou contre le contrat lui-même.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, vous confirmez nos observations.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur les autres points également, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP N° 440 FOURNITURE DE SUPPORTS DE COMMUNICATION			
Date de saisine des fournisseurs		02 mars 2011	
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis		07 mars 2011, PV établi le 09 mars 2011	
Délai de préparation des offres		5 jours	
Date d'attribution		07 mars 2011, PV établi le 09 mars 2011	
Date de notification d'attribution		Néant	
Date de signature du contrat		Néant	
Délai d'exécution		Néant	
Fournisseurs consultés		05 : LEADER, SERICOM, DIEYNA ENTREPRISE, SATISFACTION SERVICES & TRADE SARL, GIE PROKHANE	
Nombre d'offres reçues		04 : LEADER, DIEYNA ENTREPRISE, SATISFACTION SERVICES & TRADE SARL, GIE PROKHANE	
Attributaires	Lot 1 : Tee-shirts...	Satisfaction Services & Trade SARL	15 517 000 F CFA TTC
	Lot 2 : Dépliants...	LEADER	6 248 100 F CFA TTC
Non conformités	<p>LOTS 1 ET 2 La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;</p> <p>Les lettres d'invitation adressées aux fournisseurs sollicités ne mentionnent pas la dénomination sociale des autres entreprises qui sont consultées dans le cadre de cette DRP en violation de la circulaire N° 004 du PM portant modalités de mise en œuvre de la</p>		

	<p>procédure de DRP ;</p> <p>De plus, il est indiqué dans le PV d'ouverture des plis et d'attribution que SERICOM n'a pu être joint pour défaut d'exactitude de numéro de téléphone, ce qui renforce notre incertitude sur la réception de la lettre d'invitation par SERICOM ;</p> <p>L'ouverture des plis et l'attribution des lots ont été condensées dans un procès verbal unique censé regrouper les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution. L'examen de ce procès verbal a permis de constater que le contrôle des spécifications techniques aux fins d'appréciation de la conformité des offres n'est pas matérialisé ;</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus n'ont pas été jointes au dossier en violation de l'article 78-2 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM. ;</p> <p>Les contrats (2 lots) n'ont pas été non plus joints au dossier pour nous permettre d'effectuer notre contrôle sur le délai d'exécution et les pénalités de retard au cas où elles seraient à appliquer. En effet, l'AC précise que ces contrats n'ont pas été établis car les montants n'atteignent pas 30 000 000 F CFA (seuil fixé pour les fournitures) en violation de l'article 78 du CMP et à l'arrêté du Ministre chargé des Finances qui fixe les montants des contrats pouvant être dispensés de forme écrite à 3 000 000 F CFA pour les fournitures et services et 5 000 000 F CFA pour les travaux. Etant donné que le montant de chaque lot dépasse ces seuils, des contrats en bonne et due forme auraient dû être établis.</p> <p>LOT 2</p> <p>Le montant de l'offre du soumissionnaire LEADER à qui le marché a été attribué représente près du triple des offres des autres soumissionnaires ;</p> <p>La Direction du Marketing et du Réseau établit un courrier adressé au Directeur de la Logistique et de la Maintenance le 23 août 2011 en y indiquant qu'« après attribution du marché, la commande initiale a subi des spécifications apportées par la DMR, relatives à la définition de types de supports et leur répartition en nombre. Cependant, ces spécifications ont donné lieu à un coût additionnel de 1 516 300 F CFA TTC représentant des frais de calage et de flashage. » Il s'agit d'un avenant au contrat initial qui doit être formalisé ;</p> <p>Pour le lot 2, seule une partie des documents relatifs à l'exécution a</p>
--	---

	été transmise.
Recommandations	<p>Veiller au respect des articles 35 et 36 du CMP sur la composition des cellules et commissions des marchés ;</p> <p>Veiller à établir des procès verbaux distincts pour les différentes étapes de passation des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 78-2 du CMP et à la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à établir des contrats pour les marchés dont les montants dépassent 3 000 000 F CFA pour les fournitures et 5 000 000 F CFA pour les travaux ;</p> <p>Eviter les rajouts sur les montants initiaux des marchés non prévus au préalable.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, vous confirmez nos observations.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur les autres points également, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP N° 952 FOURNITURE D'INTRANTS POUR LA PRODUCTION DE MOBILIERS DE BUREAU		Avenant N° 01 du contrat N° 48/2011/DG/DLM
Date de saisine des fournisseurs	17 mai 2011	-
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	24 mai 2011, PV établi le 26 mai 2011	-
Délai de préparation des offres	7 jours	-
Date d'attribution	24 mai 2011, PV établi le 26 mai 2011	-
Date de notification d'attribution	Néant	-
Date de signature du contrat	Néant	-
Date de souscription	22 juin 2011	28 juillet 2011
Date de signature du contrat	27 juin 2011	28 juillet 2011
Date d'approbation	30 juin 2011	02 août 2011
Date de notification du marché	04 juillet 2011	02 août 2011
Date d'enregistrement	04 juillet 2011	02 août 2011

Délai d'exécution	1 an Livraison 72 heures après émission BC	Gestion 2011
Fournisseurs consultés	07 : HORIZON PLUS, BAYE LAHAD SERVICES, SOCIETE GENERALE SERVICES SUARL, EGCC, ABS PRODUCTION, ESTB, K-TRAVAUX	-
Nombre d'offres reçues	06 : BAYE LAHAD SERVICES, SOCIETE GENERALE SERVICES SUARL, EGCC, ABS PRODUCTION, ESTB, K-TRAVAUX	-
Attributaire	Entreprise Générale de Construction et de Commerce (E.G.C.C.)	
Montant en F CFA TTC	29 500 000 F CFA TTC	Marché avec quantités minima et maxima et prix unitaires pour chaque article
Non conformités	<p>La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;</p> <p>L'ouverture des plis et l'attribution ont été condensées dans</p>	Le motif avancé pour cet avenant est la réalisation de fournitures supplémentaires non prévues dans le contrat initial sans aucune précision autre en violation de l'article 23 du CMP. Seules les quantités minima et maxima des intrants supplémentaires ont été données.

	<p>un même procès verbal ;</p> <p>La facture pro forma de K – TRAVAUX n'est pas datée ;</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus n'ont pas été jointes au dossier en violation de l'article 78-2 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM ;</p> <p>Le montant maximum (35 564 728 F CFA TTC) proposé par l'attributaire est supérieur au seuil de passation de 30 000 000 F CFA en violation de l'article 53 du CMP ;</p> <p>L'aspect relatif à la consistance des prestations n'est pas relaté dans le contrat. En effet, il est très sommaire pour ce qui est de la description des prestations objet de cette DRP ;</p> <p>L'exécution financière du marché a été justifiée à hauteur de 20 936 445 F CFA, les documents complémentaires devant justifier les 8 563 555 F CFA restants ne sont pas joints au dossier.</p>	
Recommandations	<p>Veiller au respect des articles 35 et 36 du CMP sur la composition des cellules et commissions des marchés ;</p> <p>Veiller à établir des procès verbaux distincts pour les différentes étapes de la passation des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation des marchés ;</p>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 23 du CMP sur les avenants.</p>

	<p>Se conformer à l'article 78-2 du CMP et à la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>	
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>	
Appréciation du Consultant	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, vous confirmez nos observations.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur les autres points également, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>	

DRP N° 1393 TRAVAUX DE REPRISE DE LA CONSTRUCTION DU BUREAU DE POSTE DE BAILA ET DU LOGEMENT	
Date de saisine des fournisseurs	28 juillet 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	09 août 2011, PV établi le 17 août 2011
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	09 août 2011, PV établi le 17 août 2011
Date de notification d'attribution	Néant
Date de souscription	08 septembre 2011
Date de signature du contrat	09 septembre 2011
Date d'approbation	28 novembre 2011
Date de notification du marché	28 novembre 2011
Date d'enregistrement	16 décembre 2011
Délai d'exécution	6 mois à partir de la date d'établissement de l'ordre de service
Fournisseurs consultés	05 : SEN PRESTA – GIE SERIGNE MOR ANTA SYLLA – GADIAGA SERVICE INTERNATIONAL – GIE GUEYE & FRERES – GIE KEUR SERIGNE MOUHAMADOU DEME
Nombre d'offres reçues	04 : SEN PRESTA – GIE SERIGNE MOR ANTA SYLLA – GADIAGA SERVICE INTERNATIONAL – GIE KEUR SERIGNE MOUHAMADOU DEME
Attributaire	GIE MOR ANTA SYLLA
Montant en F CFA TTC	31 017 581 F CFA F CFA TTC
Non conformités	La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et

		<p>d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;</p> <p>L'ouverture des plis et l'attribution ont été condensées dans un même procès verbal. Au regard de la consistance des prestations, un rapport d'évaluation des offres distinct aurait dû être établi pour renseigner sur la mise en œuvre du processus d'analyse des offres ;</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus n'ont pas été établies en violation de l'article 78-2 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM.</p>
Recommandations		<p>Veiller au respect des articles 35 et 36 du CMP sur la composition des cellules et commissions des marchés ;</p> <p>Veiller à établir des procès verbaux distincts pour les différentes étapes de la passation des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 78-2 du CMP et à la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	de	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>
Appréciation du Consultant	du	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, vous confirmez nos observations.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur les autres points également, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP N° 441/DLM/DA du 02/03/2011 FOURNITURE DE GROUPES ELECTROGENES DE 06 KVA	
Date de saisine des fournisseurs	02 mars 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	08 mars 2011 à 10heures
Délai de préparation des offres	05 jours
Date d'attribution	08 mars 2011
Fournisseurs consultés	Six (06) Ets Cap-Vert; C.C.S ; PRAMAC LIFTER ; BIA DAKAR ; MATFORCE ; SOGEF
Nombre d'offres reçues	Trois (03) MATFORCE 18 445 042 F CFA TTC BIA DAKAR 56 136 287 F CFA TTC Ets Cap-Vert 23 010 000 F CFA TTC
Attributaire	ETABLISSEMENT LE CAP VERT
Montant du marché en F CFA TTC	23 010 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les offres des fournisseurs, les lettres de rejet des candidats non retenus, la lettre de notification d'attribution n'ont pas été mises à notre disposition ;</p> <p>La commission a retenu l'Etablissement Le Cap Vert pour un montant de 23 010 000 F CFA TTC le mieux disant alors que dans le tableau récapitulatif qui est dans le PVO, le moins disant était MATFORCE avec un montant de 18 445 042 F CFA TTC. Le Directeur Général qui avait approuvé dans un premier temps la décision d'attribuer le marché à MATFORCE, l'a par la suite rejetée en barrant sa signature qui était apposée sur le PV d'ouverture sans donner de motif et le marché est finalement attribué aux Ets Le Cap Vert ;</p> <p>La DRP ne donne pas l'identité des autres soumissionnaires auxquels la lettre d'invitation a été adressée et n'exige pas non plus la présentation de pièces administratives nécessaires pour avoir accès à</p>

	la commande publique. Les lettres de consultation ne sont pas déchargées, le contrat ne figure pas dans le dossier.
Recommandations	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ; Veiller au respect du principe de transparence dans les procédures de DRP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Sur tous les points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.
Appréciation du Consultant	Sur tous les points soulevés, vous confirmez les observations que nous avons faites. Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.

DRP N° 1721/DLM/DA du 27/09/2011 TRAVAUX DE FINALISATION DE LA CONSTRUCTION DU BUREAU DE POSTE DE SINDIAN, RELANCE DU LOT 1 DE LA DRP N° 1406 DU 1^{er} AOÛT 2011	
Date de saisine des fournisseurs	27 septembre 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	05 octobre 2011 à 10heures
Délai de préparation des offres	07 jours
Date d'attribution	05 octobre 2011
Fournisseurs consultés	Cinq (05) LE BOUNDOU ; DISTRICOM ; OMEGA BAT ; ATS EVENTS ; MAH BAT
Nombre d'offres reçues	Quatre (04) LE BOUNDOU ; DISTRICOM ; ATS EVENTS ; OMEGA BAT
Attributaire	LE BOUNDOU
Montant du marché en F CFA TTC	32 158 529 F CFA TTC
Non conformités	Les offres présentées par les quatre candidats, essentiellement des devis, présentent des similitudes avérées (la même trame, les mêmes fautes de frappe ou erreurs reprises sur les documents) confirmant soit la collusion manifeste des acteurs, soit l'inexistence juridique de certains fournisseurs d'autant que certaines factures ne comportent pas de références du registre du commerce ni du NINEA.
Recommandations	Eviter la collusion entre fournisseurs en se conformant à l'article 78 du CMP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Pour les cas de collusions supposées, nous considérons qu'il s'agit d'appréciations personnelles donc suggestives de l'auditeur, nous estimons que ces consultations ont été faites de manières régulières.
Appréciation du Consultant	Sur les pratiques collusives, nous prenons acte de vos commentaires. Mais l'examen des offres des candidats nous a permis d'identifier des indices concordants nous permettant d'avancer de manière formelle que

	<p>lesdites offres ont été produites par la même source ou des sources en liaison. Aussi, nous confirmons l'existence de signes de collusion entre les soumissionnaires ou de simulation de concurrence de la part de l'Autorité.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p>
--	---

DRP N° 506/DLM/DA du 14/03/2011 NETTOIEMENT DE L'IMMEUBLE DE LA DIRECTION GENERALE DE L'IPM DU CCMT ET SERVICE SOCIAL	
Date de saisine des fournisseurs	14 mars 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	18 mars 2011 à 10heures
Délai de préparation des offres	03 jours
Date d'attribution	18 mars 2011
Fournisseurs consultés	DAKAR ASSAINISSEMENT ; MAXINET ; SODEA ; FANKOU FANKOUN ; ECONET ; HARAZIMIT INTERNATIONAL
Nombre d'offres reçues	ECONET; MAXINET ; FANKOU FANKOUN ; DAKAR ASSAINISSEMENT
Attributaire	ECONET
Montant du marché en F CFA TTC	938 100 F CFA TTC
Non conformités	<p>Un document unique sert à la fois de PV d'ouverture et d'attribution ;</p> <p>La DRP n'indique pas l'identité des autres soumissionnaires à qui la lettre est envoyée. Ces dites lettres de consultation ne sont pas déchargées ;</p> <p>Le contrat n'est pas joint au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller à établir des procès verbaux distincts pour les différentes étapes de passation des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 78-2 du CMP et à la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de	Sur tous les points, nous prenons acte et veillerons aux corrections

l'Autorité Contractante	nécessaires à l'avenir.
Appréciation du Consultant	<p>Sur tous les points soulevés, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP N° 009 FOURNITURE DE MEDICAMENTS	
Date de publication de l'AGPM	27 Janvier 2011
Date de publication de la DRP	03 janvier 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	11 janvier 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	7 jours
Date d'attribution	11 Janvier 2011
Date de signature du contrat	2011
Date d'enregistrement du contrat	2011
Délai d'exécution	-
Sociétés ayant retiré le cahier de charges	05 : PHARMACIE DE L'ISLAM -PHARMACIE SALAMAREME – PHARMACIE RADJA – PHARMACIE ATLANTIC – PHARMACIE THIAN MA CIRE
Nombre d'offres reçues	04 : PHARMACIE ATLANTIC- PHARMACIE THIAN MA CIRE- PHARMACIE RADJA- PHARMACIE SALAMAREME
Attributaire	PHARMACIE ATLANTIC
Montant du marché en F CFA TTC	10 041 795 FCFA TTC
Non conformités	La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des

	<p>structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;</p> <p>Les lettres d'invitation n'indiquent pas la liste restreinte des candidats sollicités conformément aux dispositions de la Circulaire n° 004 du PM ;</p> <p>Le PV d'ouverture et le PV d'attribution ont été confondus dans un même document et sont sommaires ;</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution provisoire, d'information des candidats non retenus ainsi que le support de publicité de l'attribution provisoire n'ont pas été joints au dossier, en violation de la Circulaire 004 du Premier Ministre.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 35 et 36 du CMP sur la conformité de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer à la Circulaire 004 du Premier Ministre sur la mise en œuvre des DRP ;</p> <p>Veiller à établir des PV distincts à chaque étape de la procédure de passation des marchés ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicte dans le manuel de classement de l'ARMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, vous confirmez nos observations.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur les autres points également, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP N° 854 FOURNITURE DE PIECES DETACHEES	
Date de publication de l'AGPM	27Janvier 2011
Date de publication de la DRP	29 Avril 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	05 Mai 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	05 jours
Date d'attribution	05 Mai 2011
Date de signature du contrat	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	-
Sociétés ayant retiré le cahier de charges	07 : GIE AFRIQUE MOTORS ET LOGISTICS- L'AFRICAINNE DE L'AUTOMOBILE – SERA – SOCIETE THIAROYE AUTOMOBILE – SICAS – TOP PNEUS - ETS MALEYE
Nombre d'offres reçues	05 : GIE AFRIQUE MOTORS ET LOGISTICS – SOCIETE THIAROYE AUTOMOBILE – SICAS – TOP PNEUS - ETS MALEYE
Attributaire	SICAS
Montant du marché en F CFA TTC	Lot 1 : 23 420 330 FCFA TTC Lot 2 : 3 992 316 FCFA TTC
Non conformités	<p>La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;</p> <p>Les lettres d'invitation n'indiquent pas la liste restreinte des candidats</p>

	<p>sollicités conformément aux dispositions de la Circulaire n° 004 du PM ;</p> <p>Le PV d'ouverture et le PV d'attribution ont été confondus dans un même document et sont sommaires ;</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution provisoire, d'information des candidats non retenus ainsi que le support de publicité de l'attribution provisoire n'ont pas été joints au dossier en violation de la Circulaire 004 du Premier Ministre ;</p> <p>Le mode de passation du marché n'est pas conforme à l'article 53 du CMP sur les seuils de passation des marchés. La ligne budgétaire de 37 000 000 F CFA allouée à ces prestations est une illustration de la non pertinence du choix de la DRP comme méthode de passation de ce marché ;</p> <p>Le contrat objet du marché n'a pas été classé dans le dossier en violation de l'art 84 du CMP ;</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son règlement n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 35 et 36 du CMP sur la conformité de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer à la Circulaire 004 du Premier Ministre sur la mise en œuvre des DRP ;</p> <p>Se conformer à l'art 84 du CMP ;</p> <p>Veiller à établir des PV distincts à chaque étape de la procédure de passation des marchés ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicte dans le manuel de classement de l'ARMP ;</p> <p>Veiller au respect des seuils de passation conformément à l'article 53 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.</p>

Contractante	Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.
Appréciation du Consultant	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, vous confirmez nos observations.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur les autres points également, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP N° 957 FOURNITURE DE MATERIELS TECHNIQUES COMMUNS & DE BALANCES POSTALES HAUTE RESOLUTION	
Date de publication de l'AGPM	27Janvier 2011
Date de publication de la DRP	17 Mai 2011 puis 24 Mai 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	26 Mai 2011 à 10 heures puis 30 Mai 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	08 jours et 05 jours
Date d'attribution	30 Mai 2011 à 10 heures 2011
Date de signature du contrat	Non communiqué
Date d'enregistrement du contrat	Non communiqué
Délai d'exécution	
Sociétés ayant retiré le cahier de charges	A.B.C - KEUR SAMBA – SARR & FRERES – E.M.C – ETS AMIDOU NDIAYE
Nombre d'offres reçues	05 : A.B.C - KEUR SAMBA – SARR & FRERES – E.M.C – ETS AMIDOU NDIAYE
Attributaires	Lot 1 : KEUR SAMBA Lot 2 : EMC
Montant du marché en F CFA TTC	Lot 1 : 29 403 110 FCFA TTC Lot 2 : 29 028 000 FCFA TTC
Non conformités	<p>La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;</p> <p>Le PV d'ouverture et le PV d'attribution ont été confondus dans un même document et sont sommaires ;</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution provisoire, d'information des</p>

	<p>candidats non retenus n'ont pas été joints au dossier en violation de la Circulaire 004 du Premier Ministre ;</p> <p>Le mode de passation de marchés par DRP est inapproprié au regard de la valeur cumulée des lots qui se chiffre à 58 431 110 F CFA. Ce marché conclu au terme d'une procédure de DRP a été passé pour un montant supérieur au seuil de passation des marchés par AO en violation de l'article 53 du CMP ;</p> <p>Les avenants aux marchés initiaux ont été pris plus de deux (2) mois après l'exécution des marchés, pour un montant de plus de 30% du marché initial en violation des articles 23.3 et 24 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 35 et 36 du CMP sur la conformité de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer à la Circulaire 004 du Premier Ministre sur la mise en œuvre de la DRP ;</p> <p>Se conformer à l'art 84 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'article 53 sur les seuils de passation des marchés, nous rappelons que l'appréciation du seuil de passation de marché et subséquemment de la méthode de passation est faite sur la base du montant cumulé des lots constitutifs de l'appel à la concurrence et non au regard du montant de chaque lot pris individuellement ;</p> <p>Se conformer aux articles 23 et 24 du CMP sur les avenants ;</p> <p>Se conformer à l'article 115 sur la constitution de la garantie de bonne exécution ;</p> <p>Veiller à établir des PV distincts à chaque étape de la procédure de passation des marchés ;</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son règlement n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicte dans le manuel de classement de l'ARMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>

Appréciation du Consultant	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, vous confirmez nos observations.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur les autres points également, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>
-----------------------------------	---

DRP N° 934/DLM/DA PORTANT SUR DEUX LOTS : LOT 1 : CONSTRUCTION DU BUREAU DE POSTE DE PALMARIN LOT 2 : PEINTURE DU BUREAU DE POSTE DE FATICK	
Date de saisine des prestataires	12 mai 2011
Date de dépôt des offres	19 mai 2011 -
Délai de préparation des offres	06 jours
Offres reçues Lot 1	EBK.....32 642 348 FCFATTC , EGBTP28 050 188 FCFATTC, ISSAKHA D..... 50.361.270 FCFATTC, Salaan Dist....51 082 320 FCFATTC, EBTP Pas d'offres. Lot 1 EBK offre de 32 411 895 FTTC corrigé à 32 642 348 FTTC
Offres reçues Lot 2 Bureau de Fatick	Aucune offre n'est classée dans le dossier de passation
Attributaire du lot 1	EGBTP
Montant du marché LOT 1 en F CFA TTC	28 050 188
Attributaire du lot 2	En attente document (offres) PM EBK
Montant du lot 2 EN FCFA TTC	En attente pour mémoire 8 608 277
Examen du PV d'attribution	19 mai 2011
Examen de l'exécution du marché et du contrat Date de souscription, d'approbation et de notification du contrat 0041/DG/DLM	-Contrat 31 mai 2011
Non conformités	Les pièces du lot 2 portant sur les travaux de peinture du bureau de poste de Fatick ne sont pas classées dans le dossier de passation du marché ; Les lettres d'invitation ne portent pas de numéros d'enregistrement courrier ni d'accusés de réception des destinataires auxquels les lettres ont été adressées pour nous permettre de nous assurer de l'effectivité de la réception des envois. Elles n'indiquent pas non plus les noms des autres candidats sollicités comme le stipulent les dispositions de la circulaire du PM ; Les notifications d'attribution et lettres d'information aux

	<p>soumissionnaires non retenus ne sont pas dressées et transmises aux intéressés ;</p> <p>Des fautes grossières et identiques sont relevées sur les quatre offres retenues montrant ainsi que lesdites offres ont été dressées par la même source ou des sources en relation ;</p> <p>La liasse comptable qui nous a été transmise n'est pas exhaustive : les ordres de service, décomptes, procès-verbaux de réception, pièces de règlement ne sont pas systématiquement classés dans le dossier de passation du marché.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence ;</p> <p>Veiller au classement des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Pour les cas de collusions supposées, nous considérons qu'il s'agit d'appréciations personnelles donc suggestives de l'auditeur, nous estimons que ces consultations ont été faites de manières régulières.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur les pratiques collusives, nous prenons acte de vos commentaires. Mais l'examen des offres des candidats nous a permis d'identifier des indices concordants nous permettant d'avancer de manière formelle que lesdites offres ont été produites par la même source ou des sources en liaison. Aussi, nous confirmons l'existence de signes de collusion entre les soumissionnaires ou de simulation de concurrence de la part de l'Autorité.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>Sur tous les autres points, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP PORTANT RECONSTRUCTION DU BUREAU DE POSTE DE KEDOUGOU	
Date de saisine des prestataires	04 juillet 2011
Date de dépôt des offres	19 juillet 2011 – 10.H.00
Délai de préparation des offres	14 jours
Attributaire	VELINGARA WALO
Montant du marché en F CFA TTC	45 347 523
Examen du PV d'attribution	19 juillet 2011
Date de souscription du contrat	27 juillet 2011
Date d'approbation	04 août 2011
Date de notification	04 août 2011
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation ne portent pas de numéros d'enregistrement courrier ni d'accusés de réception des destinataires à qui les lettres ont été adressées pour nous permettre de nous assurer de l'effectivité de la réception des envois ;</p> <p>Les lettres d'information destinées aux candidats dont l'offre n'a pas été retenue n'ont pas été dressées.</p>
Recommandations	Se conformer à l'article 78-2 du CMP et à la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Sur tous les points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.
Appréciation du Consultant	<p>Sur tous les points soulevés, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP PORTANT CONSTRUCTION DU BUREAU ANNEXE DE POSTE DE KAHONE	
Date de saisine des prestataires	06 septembre 2011
Date de dépôt des offres	15 septembre 2011
Délai de préparation des offres	08 jours
Attributaire	E.T.D.M.
Montant du marché en F CFA TTC	12 064 704
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation ne comportent pas d'accusés de réception des destinataires à qui les lettres ont été adressées pour nous permettre de nous assurer de l'effectivité de la réception des envois ;</p> <p>Les notifications d'attribution et lettres d'information aux soumissionnaires non retenus ne sont pas dressées et transmises aux intéressés ;</p> <p>Des fautes grossières et identiques sont relevées sur les offres de SAATARA et SICOPRES d'une part, et d'autre part sur celles de MEDINATOUL, GICOTEC et ETDM montrant ainsi qu'elles ont été dressées par la même source ou des sources en relation ;</p> <p>La liasse comptable qui nous a été transmise n'est pas exhaustive : les ordres de service, décomptes, procès-verbaux de réception, pièces de règlement ne sont pas classés dans le dossier de passation du marché ;</p> <p>Aucun contrat n'a été classé dans le dossier de passation du marché.</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer un classement exhaustif des pièces de marché ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM ;</p> <p>S'assurer de la transparence de la procédure de passation des marchés et bannir toute pratique collusive.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Pour les cas de collusions supposées, nous considérons qu'il s'agit d'appréciations personnelles donc suggestives de l'auditeur, nous estimons que ces consultations ont été faites de manières régulières.

	<p>Sur tous les autres points, nous prenons acte de veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>
<p>Appréciation du Consultant</p>	<p>Sur les pratiques collusives, nous prenons acte de vos commentaires. Mais l'examen des offres des candidats nous a permis d'identifier des indices concordants nous permettant d'avancer de manière formelle que lesdites offres ont été produites par la même source ou des sources en liaison. Aussi, nous confirmons l'existence de signes de collusion entre les soumissionnaires ou de simulation de concurrence de la part de l'Autorité.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>Sur les autres points soulevés, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP PORTANT TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU BUREAU DE POSTE DE KOTHIARY	
Date de saisine des prestataires	28 décembre 2011
Date de dépôt des offres	10 janvier 2012 – 10.H.00
Délai de préparation des offres	12 jours
Fournisseurs consultés	E.C.S.....24 577 519 FCFATTC KEUR SAMBA.....23 365 449 FCFATTC SARR & FRERES.....25 164 477 FCFATTC Micro ELECTRONIK 28 946 385 FCFATTC WATT & FRERES.
Attributaire	KEUR SAMBA
Montant du marché en F CFA TTC	23 365 449
Non conformités	<p>Les lettres d’invitation sans numéro de courrier ne comportent pas d’accusés de réception des destinataires à qui les lettres ont été adressées pour nous permettre de nous assurer de l’effectivité de la réception des envois ;</p> <p>Les notifications d’attribution et lettres d’information aux soumissionnaires non retenus ne sont pas dressées et transmises aux intéressés ;</p> <p>La liasse comptable qui nous a été transmise n’est pas exhaustive : les offres ne sont pas classées dans le dossier de passation du marché ;</p> <p>Aucune offre y compris celle de l’attributaire n’est classée dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement exhaustif des pièces de marché selon le modèle recommandé par l’ARMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l’article 78 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM.</p>
Commentaires de l’Autorité Contractante	Sur tous les points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l’avenir.

Appréciation du Consultant	<p>Sur tous les points soulevés, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP N° 956/DLM/DA TRAVAUX D'EXTENSION DE L'AILE SUD DE LA DSI	
Date de saisine des fournisseurs	17 Mai 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	26 Mai 2011, PV établi le 31 Mai 2011
Délai de préparation des offres	08 Jours
Date d'attribution	26 Mai 2011
Fournisseurs consultés	05 prestataires consultés : B.T.P JUNIOR, E.B.G.C, E.C.A.S, GICOTEC, NETCO
Nombre d'offres reçues	05 offres reçues : <ul style="list-style-type: none"> • GICOTEC : 56 018 141 F CFA TTC • NETCO : 60 588 442 F CFA TTC • E.C.A.S : 54 145 463 F CFA TTC • E.B.G.C : 48 559 279 F CFA TTC • BTP JUNIOR : 53 029 212 F CFA TTC
Attributaire	E.B.G.C
Montant du marché en F CFA TTC	48 559 279
Non conformités	<p>Les PV d'ouverture des plis et d'attribution du marché ont été confondus dans un même document appelé « Procès verbal d'ouverture des plis suivie d'attribution » ;</p> <p>Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de l'art.78 du CMP ;</p> <p>La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;</p> <p>A l'exception de l'attributaire, tous les autres soumissionnaires ont coté au dessus du seuil de passation de marché, ce qui semble</p>

		curieux pour des entreprises bien au fait des seuils de passation de marché par DRP.
Recommandations		<p>Veiller à établir des procès verbaux distincts pour les différentes étapes de passation des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'art.78 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM portant sur la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;</p> <p>Veiller au respect des articles 35 et 36 du CMP sur la composition des commissions des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	de	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>
Appréciation du Consultant	du	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, vous confirmez nos observations.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur les autres points également, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP N° 210/DLM/DA FOURNITURE DE SCELLES ET DE SACS POSTAUX		
Date de saisine des fournisseurs		14 Février 2011
Date de dépôt des offres		21 Février 2011
Date d'ouverture des plis et d'attribution		22 Février 2011
Délai de préparation des offres		06 Jours
Fournisseurs consultés		05 prestataires consultés : GLOBAL BUSINESS SERVICES, ENSETEC, T.P.S, LATIF MULTISERVICES, GLOBAL 10
Nombre d'offres reçues		02 offres reçues : GLOBAL BUSINESS SERVICES : <ul style="list-style-type: none"> • LOT 1 : 29 500 000 F CFA TTC • LOT 2 : 34 515 000 F CFA TTC LATIF MULTI SERVICES : <ul style="list-style-type: none"> • LOT 1 : 31 417 500 F CFA TTC • LOT 2 : 17 346 000 F CFA TTC
Attributaires	LOT 1 : GLOBAL BUSINESS SERVICES	29 500 000 F CFA TTC
	LOT 2 : LATIF MULTI SERVICES	17 346 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;</p> <p>Le mode de passation du marché n'est pas conforme. En effet, le montant total du marché dépasse les seuils de passation des marchés fixés à l'art.53.2 du CMP qui indique que la valeur estimée des marchés comportant des lots doit prendre en compte la valeur de la</p>	

	<p>totalité des lots ;</p> <p>La lettre d'invitation à soumissionner ne mentionne pas la liste restreinte des candidats présélectionnés ;</p> <p>Les PV d'ouverture des plis et d'attribution du marché ont été confondus dans un même document appelé « Procès verbal d'ouverture des plis suivie d'attribution » ;</p> <p>L'attestation et le justificatif du reversement du précompte de la TVA ne figurent pas dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation du marché conformément au manuel de classement et d'archivage de l'ARMP ;</p> <p>Respecter les dispositions de la Circulaire N° 004 du PM sur les Commissions et les Cellules de Passation des Marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'art.78 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM portant sur la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, vous confirmez nos observations.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur les autres points également, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

DRP N° 572 FOURNITURE D'INTRANTS GRAPHIQUES POUR L'IMPRIMERIE	
Date de saisine des fournisseurs	23 Mars 2011
Date de dépôt des offres et	31 Mars 2011
Date d'ouverture des plis et d'attribution	1 ^{er} Avril 2011
Délai de préparation des offres	07 Jours
Fournisseurs consultés	05 prestataires consultés : IPS, AGP, DIRECT OBJECT, GIE JEUNESSE 2000, PLANETE APPROVISIONNEMENT
Nombre d'offres reçues	03 offres reçues : <ul style="list-style-type: none"> • AGP : 5 410 772 F CFA TTC • PLANETE APPRO : 11 507 655 F CFA TTC • DIRECT OBJECT : 7 235 760 F CFA TTC
Attributaire	AGP
Montant du marché en F CFA TTC	5 410 772
Non conformités	<p>Les procès verbaux d'ouverture des plis et d'attribution du marché ont été confondus dans un même document appelé « Procès verbal d'ouverture des plis suivie d'attribution » ;</p> <p>La Commission qui a procédé à l'évaluation des DRP n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du CMP ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité. Il s'y ajoute que cette commission comprend en son sein le Responsable du Contrôle de Gestion alors que les agents des structures de contrôle interne ne doivent pas être membres d'une commission de marché ;</p> <p>Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de l'art.78 du CMP ;</p> <p>Les offres ne sont pas classées dans le dossier de passation.</p>

Recommandations	<p>Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation de marché conformément au manuel de classement et d'archivage de l'ARMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'art.78 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM portant sur la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;</p> <p>Veiller au respect des articles 35 et 36 du CMP sur la composition des commissions des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.</p> <p>Sur tous les autres points, nous prenons acte et veillerons aux corrections nécessaires à l'avenir.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur l'existence de deux (2) commissions, vous confirmez nos observations.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur les autres points également, vous confirmez les observations que nous avons faites.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 02 avril 2013

A Monsieur le Directeur Général
de la Société Nationale La POSTE
(SN La POSTE)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Ibra Guèye
Associé



ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



REPUBLIQUE DU SENEGAL

La Poste

N° 0822 /DG

Dakar, le 29 AVR. 2013

Le Directeur Général

OBJET : Transmission des observations sur le rapport provisoire de la revue des Marchés de La Poste de la gestion 2011

Monsieur le Directeur Associé,

Nous accusons réception, en date du 16 Avril 2012 du rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité des Marchés de La Poste au titre de la gestion 2011.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, nos observations suites à certaines recommandations que vous avez formulées à notre endroit.

Nous vous remercions et vous assurons notre engagement à suivre vos conseils pour parfaire notre système de passation des marchés.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.



A

Monsieur le Directeur Associé

Business System Consulting Group

La Poste

Société Nationale au Capital de 2 900 000 000 Frs Cfa - NINEA : 01 393 12 - NITI : 201029284 / J
6, Rue Abdoulaye SECK Marie Parsine Dakar (Sénégal) - ☎ : (221) 839 35 41 / (221) 839 34 85 - Fax : (221) 823 62 41

ANNEXE

=====

Je vous prie de recevoir ci-après nos observations:

- a) **Marché de fournitures de consommables Informatiques** attribué à ABN pour un montant toutes taxes comprises de Cent Cinquante Sept Millions Quarante Quatre Mille Huit Cent Trente (157 044 831) francs.
- La Poste a suivi la décision du Comité de Règlement des différends de l'ARMP qui a demandé la reprise de l'évaluation technique, ce que nous avons fait et la procédure a suivi son cours, qu'à l'attribution.
- b) **Marché relatif à la fourniture et pose d'ascenseurs** attribué à Afrique Ascenseur Sénégal pour un montant toutes taxes comprises de Cent Cinquante Sept Millions Cinq Cent Dix Sept Mille Quatre Cent Soixante (57 517 460) francs.

En lieu et place, de la construction des gaines, il s'agit plutôt des travaux de génie civil suite à la Dépose de l'Existant car les modèles proposés ne sont pas nécessairement de la même dimension.

En outre, dans l'offre financière d'Afrique Ascenseur il est bien mentionné

« Fourniture et Pose de deux(2) ascenseurs conformément à notre dispositif en annexe » : l'exploitation de ces annexes (maçonnerie gaines, électricité, travaux de climatisation) indique bien que les services connexes ainsi précités ont été bien pris en compte.

- c) Par rapport aux pénalités de livraison (Marchés), leurs applications n'auraient aucun impact sur l'évaluation des deux fournisseurs qui ont proposé les mêmes délais (5 mois au lieu de 3).

relatif à l'acquisition d'intrants d'imprimerie, la commission a usé des possibilités offertes par le code des Marchés Publics à son article 38 qui autorise la désignation et la participation d'un expert avec voie consultative aux travaux de la dite commission.

e) Par rapport à l'existence de deux commissions, La Poste a reconnu cette erreur qu'elle a rectifiée depuis l'exercice 2012.

f) Pour les cas de collusions supposées, nous considérons qu'il s'agit d'appréciations personnelles donc suggestives de l'auditeur, nous estimons que ces consultations ont été faites de manières régulières.

Sur tous les autres points, nous prenons actes et veillerons aux corrections nécessaires dans l'avenir.